

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/32298]

25 MEI 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van artikel 4, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het coördinerend gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker en het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moeten voldoen om te worden erkend

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 december 2019 betreffende de samenwerking tussen universitaire ziekenhuizen en een privaatrechtelijke en/of publiekrechtelijke rechtspersoon en betreffende de erkenning van universitaire ziekenhuizen, artikel 7 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het coördinerend gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker en het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moeten voldoen om te worden erkend ;

Gelet op de procedure bedoeld in de artikelen 13 en 14 van het kadersamenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn, gevraagd op 12 april 2022 ;

Gelet op het verslag van het Rekenhof, gegeven op 30 maart 2022 ;

Gelet op het advies 71/353 van de Raad van State, gegeven op 4 mei 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Universitaire ziekenhuizen ;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4, eerste lid, 3°, van het koninklijk besluit van 26 april 2007 houdende vaststelling van de normen waaraan het coördinerend gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker en het gespecialiseerd oncologisch zorgprogramma voor borstkanker moeten voldoen om te worden erkend, worden de woorden « en op de vestigingsplaats aanwezig te zijn » opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2022.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de universitaire ziekenhuizen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 mei 2022.

Vanwege de Regering:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

 MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/32943]

20 JUILLET 2022. — Décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale et de recherche scientifique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I. — Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat*

Article 1^{er}. A l'article 22, § 1^{er}, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 2. A l'article 31, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots "Les arrêtés de nomination visés à l'article 22, § 1^{er}, et les désignations visées à l'article 22, § 2" sont remplacés par les mots "les désignations visées à l'article 22, § 1^{er}, et à l'article 22, §2."

Art. 3. A l'article 50, alinéa 4, de la même loi, les mots "Les alinéas 5 et 6 de l'article 22 sont applicables" sont remplacés par les mots "L'article 22, § 1^{er}, alinéa 4, est applicable".

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

Art. 4. Dans l'annexe II du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° la ligne

Didactique d'une discipline	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 selon le niveau d'enseignement concerné ou
	b. le diplôme de master en enseignement section 4 ou
	c. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master agrégé de l'enseignement Filière 4 définie aux articles 24 et suivants du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur. Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.

est remplacée par la ligne

Didactique d'une discipline (1)	a. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 ou
	b. le diplôme de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ou
	c. le diplôme de master en enseignement section 4 ou
	d. un diplôme de master qui correspond à un des titres requis correspondant à un des cours à conférer tel que définis dans la présente annexe, ledit cours faisant partie du programme de la formation initiale directe ou différée des enseignants tel que définie dans le décret du 7 février 2019. Ce master étant complété par le grade académique de master en l'enseignement section 5 défini à l'article 31 du même décret, le Certificat d'Aptitude Pédagogique ou le Certificat d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur. Le titre repris en a, b ou c est complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire est constitutive du titre requis.

(1) Cette ligne entrera en vigueur en 2023-2024.

2° la ligne

Enseignant praticien	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master de spécialisation en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 42 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis
----------------------	---

est remplacée par la ligne

Enseignant praticien (2)	Selon le niveau d'enseignement et les disciplines concernés, le diplôme de master en enseignement section 1, 2 ou 3 complété par le titre de master de spécialisation en formation d'enseignants tel que défini aux articles 51 et suivants du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants. Une expérience de 5 ans en qualité d'enseignant dans l'enseignement obligatoire à un niveau correspondant à celui auquel se préparent les futurs enseignants qu'ils encadrent est constitutive du titre requis.
--------------------------	--

(2) Cette ligne entrera en vigueur en 2023-2024.

CHAPITRE 3. — *Disposition modifiant le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 5. A l'article 466ter du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « et pour l'année académique 2022- 2023 » sont ajoutés après les termes « pour l'année académique 2021- 2022 » ;

2° à l'alinéa 2, les termes « l'année académique suivante » sont remplacés par les termes « lors des années académiques 2022-2023 et 2023-2024 » et le terme « préalablement » est inséré entre les termes « si l'emploi est » et les termes « déclaré vacant conformément à l'article 100».

CHAPITRE 4. — *Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention et abrogeant ses arrêtés d'exécution*

Art. 6. L'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2002 définissant le Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en hautes écoles et dans l'enseignement supérieur de promotion sociale et ses conditions d'obtention est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux candidats au certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) visés à l'article 2, 5° et aux établissements d'enseignement supérieur qui sont habilités à dispenser la formation précitée à savoir :

1° les universités qui organisent des études de 2e cycle ;

2° les hautes écoles organisant des études de 2e cycle en sciences économiques et de gestion ;

3° les établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale qui délivrent le certificat d'aptitude pédagogique aux porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur, organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

Art. 7. A l'article 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est ajouté un 5° libellé comme suit :

« 5° Candidats au CAPAES : les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux, recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » ;

2° il est ajouté un 6° libellé comme suit :

« 6° Administration : L'administration en charge de l'enseignement supérieur ».

Art. 8. A l'article 3 du même décret, les mots « les maîtres de formation pratique, les maîtres assistants et les chargés de cours recrutés dans une haute école, ainsi que les professeurs de cours généraux, de cours techniques, de cours de pratique professionnelle, de cours techniques et de pratique professionnelle, de cours de psychologie-pédagogie-méthodologie et de cours spéciaux recrutés dans l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « les candidats au CAPAES ».

Art. 9. A l'article 4, alinéa 5, 5ème tiret, du même décret, les mots « à l'article 4, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ci-après le décret du 5 août 1995 » sont remplacés par les mots « à l'article 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

Art. 10. A l'article 5, § 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits telle que prévue à l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 et à la valorisation de savoirs ou compétences telle que prévue à l'article 67, alinéas 4 et 5, et 119 du même décret ».

Art. 11. A l'article 6 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « de la haute école ou de l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « de l'établissement » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise de l'enseignement supérieur de promotion sociale » sont remplacés par les mots « L'établissement où le candidat est en fonction » et les mots « , chacun pour les enseignants qui le concerne, » sont supprimés ;

3° au paragraphe 2, alinéa 3, les mots « La haute école ou l'établissement qui organise l'enseignement supérieur de promotion sociale où le candidat au CAPAES est en fonction » sont remplacés par les mots « Cet établissement » ;

4° au paragraphe 2, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par un alinéa 4 formulé comme suit :

« L'équipe d'accompagnement est composée de membres du personnel enseignant de l'établissement où le candidat est en fonction assumant cette fonction et qui ont été agréés par les autorités compétentes de cet établissement. Celles-ci peuvent intégrer dans l'équipe d'accompagnement des membres du personnel d'une autre institution dans le cadre d'un accord de collaboration prévu à l'article 81, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 précité. » ;

5° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « aux dispenses prévues aux articles 60 et 61 du décret du 31 mars 2004 précité et aux articles 34 et 35 du décret du 5 août 1995 précité » sont remplacés par les mots « à la valorisation de crédits telle que prévue à l'article 117 du décret du 7 novembre 2013 et à la valorisation de savoirs ou compétences telle que prévue à l'article 67, alinéas 4 et 5, et 119 du même décret ».

Art. 12. A l'article 8 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La commission CAPAES est présidée par le fonctionnaire général en charge de l'enseignement supérieur ou son représentant, membre du personnel de rang 10 minimum et se compose de deux chambres. L'une est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école et l'autre est compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans une haute école est composée comme suit :

1° le Président visé au paragraphe 2 ;

2° trois représentants effectifs ou leurs suppléants, membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou détenteurs du CAPAES, proposés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement et les Fédérations des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement supérieur en hautes écoles. Pour l'enseignement libre subventionné, le membre effectif et un suppléant représentent l'enseignement libre confessionnel. Un second suppléant représentant l'enseignement libre non confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat membre du personnel d'un établissement libre non confessionnel. Le membre effectif et le suppléant représentant l'enseignement libre confessionnel sont dans ce cas réputés empêchés ;

3° trois représentants effectifs ou leurs suppléants, proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou détenteurs du CAPAES ;

4° un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° un secrétaire ou son suppléant, membre du personnel de l'administration.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section II (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Le représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat, visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, est choisi par l'établissement, il ne fait pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Les deux experts visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1^{er}, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

3° le paragraphe 3bis est supprimé ;

4° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La chambre compétente pour l'examen des dossiers des candidats en fonction dans un établissement d'enseignement supérieur de promotion sociale se compose comme suit :

1° le Président visé au paragraphe 2 ;

2° trois représentants effectifs ou leurs suppléants, membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou détenteurs du CAPAES, proposés par Wallonie-Bruxelles-Enseignement et les Fédérations des Pouvoirs organisateurs de promotion sociale. Pour l'enseignement libre subventionné, le membre effectif et un suppléant représentent l'enseignement libre confessionnel. Un second suppléant représentant l'enseignement libre non confessionnel siège lors de l'examen du dossier d'un candidat membre du personnel d'un établissement libre non confessionnel. Le membre effectif et le suppléant représentant l'enseignement libre confessionnel sont dans ce cas réputés empêchés ;

3° trois représentants effectifs ou leurs suppléants, proposés par leur organisation syndicale respective parmi les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ou détenteurs du CAPAES ;

4° un représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat ;

5° deux experts par dossier choisis en raison de leur expérience didactique dans la spécialité du candidat proposés par l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur ;

6° un secrétaire ou son suppléant, membre du personnel de l'administration.

Les organisations syndicales visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, siègent au Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux Section I (Sous-Section Communauté française), ainsi qu'au Comité de négociation et de concertation pour le statut des personnels de l'enseignement libre subventionné.

Le représentant de l'établissement responsable de la formation du candidat, visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, est choisi par l'établissement, il ne fait pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Les deux experts visés à l'alinéa 1^{er}, 5°, sont choisis par la commission selon le travail présenté, ils ne font pas l'objet d'une désignation par le Gouvernement.

Le secrétaire visé à l'alinéa 1^{er}, 6°, n'a pas de voix délibérative. » ;

5° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Les membres des chambres de la commission visés à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 6°, et § 4, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 6°, se réunissent au moins une fois chaque année.

La commission établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. » ;

6° Le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. Le Gouvernement désigne les membres visés à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 6°, et § 4, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 6°, des chambres de la commission CAPAES, pour un terme de quatre ans renouvelable. ».

7° Il est ajouté un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Les chambres, visées à l'article 8, §§ 3 et 4, délibèrent valablement lorsque le président et le secrétaire, ainsi que la moitié au moins des membres visés respectivement à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, et § 4, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, sont présents.

Un membre qui fait partie du personnel directeur et/ou enseignant de l'établissement dans lequel est recruté ou a été formé le candidat dont le dossier est à l'ordre du jour ne peut pas participer à la délibération relative au dossier du candidat. Toutefois, le membre peut participer à la délibération s'il enseigne dans un autre domaine d'études, que le candidat et/ou s'il n'est pas intervenu dans son parcours académique.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de parité, la voix du Président ou de son représentant est prépondérante. ».

8° il est ajouté un paragraphe 8, rédigé comme suit :

« § 8. Le mandat des membres de la commission CAPAES est gratuit à l'exception des experts visés au § 3, alinéa 1^{er}, 5°, et § 4, alinéa 1^{er}, 5°, pour lesquels une indemnité de 50 euros par jour de présence à la commission CAPAES est accordée.

Les membres de la commission CAPAES ont droit aux indemnités réglementaires pour les frais de parcours, conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours. ».

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 8/1, rédigé comme suit :

« Article 8/1. - Les candidats transmettent leur dossier professionnel par voie électronique au Secrétaire de la commission selon les modalités fixées par l'administration.

Un accusé de réception est envoyé ou remis au candidat dans les 10 jours ouvrables suivant la réception du dossier. ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un article 8/2, rédigé comme suit :

« Article 8/2. - § 1^{er} La commission CAPAES examine le dossier professionnel du candidat dans un délai de six mois, suivant la date de l'accusé de réception du dossier. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du dossier du candidat, la commission peut :

- 1° délivrer le CAPAES au candidat ;
- 2° suspendre sa décision ;
- 3° refuser l'attribution du CAPAES au candidat.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, 1°, le CAPAES est alors soumis pour homologation au Gouvernement ou à son délégué.

§ 2. Lorsque la commission décide de suspendre sa décision, le candidat est invité à déposer un complément de dossier répondant aux remarques formulées par la commission dans un délai maximal de 30 jours ouvrables à dater de la notification par recommandé de la décision de suspension prise par la commission. Passé ce délai, à défaut pour le candidat d'avoir déposé ce complément de dossier, une décision de refus d'attribution du CAPAES lui est notifiée par courrier recommandé.

Ce complément de dossier est introduit et réceptionné selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 8/1.

La commission examine le complément de dossier du candidat dans un délai de trois mois à dater de l'accusé de réception de ce complément. Ces délais sont suspendus pendant les mois de juillet et août.

Au terme de l'examen du complément de dossier du candidat, la commission peut :

- 1° délivrer le CAPAES au candidat, conformément au § 1^{er}, alinéa 2, 1°;
- 2° refuser l'attribution du CAPAES au candidat.

§ 3. Le candidat qui s'est vu refuser l'attribution du CAPAES par la commission CAPAES peut introduire un nouveau dossier après un délai d'un an à dater de l'introduction du précédent dossier. ».

§ 4. Tout candidat au CAPAES qui introduit son dossier professionnel auprès de la commission CAPAES peut être entendu par ladite commission, si cette dernière en exprime le souhait. ».

Art. 15. A l'article 9 du même décret, les mots « Au terme de leurs études, les » sont remplacés par les mots "Les".

Art. 16. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. § 1^{er}. Les établissements d'enseignement visés à l'article 1^{er} sont habilités à dispenser la formation du CAPAES.

Les candidats au CAPAES choisissent librement l'établissement habilité à organiser la formation du CAPAES dans lequel ils souhaitent s'inscrire.

Toutefois, ils ne sont pas autorisés à s'inscrire à la formation du CAPAES organisée par l'établissement dans lequel ils enseignent.

§ 2. Par dérogation à l'alinéa 3 du paragraphe précédent, pour des raisons exceptionnelles et motivées, un candidat peut obtenir une dérogation l'autorisant à s'inscrire dans cet établissement. Il doit s'agir de circonstances empêchant ou contraignant lourdement le candidat de s'inscrire dans un autre établissement que celui où il enseigne.

La demande motivée du candidat est introduite par courrier auprès du Président de la commission qui se prononce sur cette dernière. ».

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :

« Article 11/1. - § 1^{er}. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée dans une université est aligné sur celui de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 39, § 2, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

§ 2. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisée en haute école est aligné sur celui de l'agrégation de l'enseignement secondaire supérieur tel que visé à l'article 12, § 2, alinéa 2, 4^o, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

§ 3. Le montant du droit d'inscription à la formation du CAPAES organisé dans l'enseignement supérieur de promotion sociale est fixé par l'article 12, § 3, de la loi du 29 mai 1959 précitée.

§ 4. Le candidat au CAPAES qui répartit sa formation sur plusieurs années académiques ne doit payer qu'une seule fois un droit d'inscription à la formation du CAPAES. Pour le candidat inscrit à une formation CAPAES dans l'enseignement de promotion sociale, cette dispense concerne le montant forfaitaire du droit d'inscription.».

Art. 18. L'article 12 du même décret est remplacé par ce qui suit : " Article 12. Pour assurer les enseignements, les établissements responsables de la formation peuvent établir entre eux des conventions de collaboration dans le respect des décrets du 16 avril 1991 et 7 novembre 2013 précités.

Art. 19. Dans le même décret, à la suite de l'article 12, il est inséré un chapitre *4bis*, libellé comme suit : « Chapitre *4bis*.- « Dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel » ».

Art. 20. Dans le chapitre *4bis* du même décret, il est inséré un article 12/1, rédigé comme suit :

« Article 12/1. - § 1^{er}. La Commission CAPAES, représentée par son Président, et le Ministère de la Communauté française, sont responsables conjoints du traitement de données à caractère personnel au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

§ 2. Les responsables de traitement, traitent les données visées au paragraphe suivant afin de permettre l'exécution de la mission mentionnée à l'article 8/2 : délivrer des certificats d'Aptitude Pédagogique Approprié à l'Enseignement Supérieur (CAPAES).

1. Les données sont traitées aux fins de :
2. identifier et ouvrir un dossier pour les candidats au CAPAES ;
3. examiner la recevabilité et la complétude des demandes ;
4. désigner les membres des chambres de la Commission qui vont examiner les demandes ;
5. examiner les demandes et prendre une décision sur les demandes ;
6. homologuer les certificats en cas de réussite ;
7. communiquer aux candidats leurs résultats ;
8. transmettre les certificats aux candidats en cas de réussite.

§ 3. Les données traitées sont des données à caractère personnel du candidat au CAPAES, nécessaire à l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, telles que les données d'identification du candidat au CAPAES, les données de contact et les données relatives au diplôme du candidat au CAPAES. Les données concernant l'établissement dans lequel enseigne le candidat et l'établissement responsable de la formation du candidat sont également nécessaires à l'application de l'article 11, §1.

§ 4. Afin d'assurer la gestion administrative de la commission CAPAES, les catégories de données traitées par catégories de personnes concernées sont les suivantes : les personne(s) désignée(s) en application de l'article 8, §3 : les données d'identification et de contact.

§ 5. Les catégories de données visées au paragraphe 2 sont collectées, exploitées, communiquées, transférées et stockées de manière sécurisée par le biais de solutions informatiques mises à disposition par le sous-traitant du responsable de traitement au sens de l'article 4.8 du Règlement général sur la protection des données, l'ETNIC.

§ 6. Les données des personnes visées au § 3, sont conservées pendant 6 ans à partir de la date de l'accusé de réception du dossier.

Les procès-verbaux de la commission CAPAES et copies des certificats archivés sont conservés durant 75 ans à partir de la date de leur signature par le Président et le secrétaire. Si des données visées à l'alinéa 1^{er} figurent dans les procès-verbaux ou dans les copies de certificats archivés, elles seront également soumises au délai de 75 ans. ».

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2002 pris en application de l'article 12 du décret du 17 juillet 2002 définissant le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Ecoles et ses conditions d'obtention est abrogé.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2017 fixant la composition et le fonctionnement de la commission du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur (CAPAES) en Hautes Écoles et dans l'Enseignement supérieur de Promotion sociale est abrogé.

CHAPITRE 5. — *Dispositions modifiant le décret du 7 novembre 2013
définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

Art. 23. A l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, le mot « docteur » est remplacé par le mot « doctorat ».

Art. 24. A l'article 21, alinéa 1^{er}, 12^o, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 25. A l'article 39, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret, les mots « proposé par celui-ci » sont remplacés par les mots « proposé par le Conseil général de l'enseignement de promotion sociale ».

Art. 26. A l'article 41 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Le mandat des membres des commissions permanentes, en ce compris celui du président, est de 5 ans. Chaque mandat est renouvelable. ».

Art. 27. A l'article 68/1, alinéa 2, du même décret, les mots « dans tous les établissements d'enseignement supérieur » sont insérés après les mots « par année académique ».

Art. 28. A l'article 71, § 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « grade académique de docteur » sont remplacés par les mots « grade académique de doctorat ».

Art. 29. A l'article 82, § 4, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 30. A l'article 85, § 1^{er}, du même décret, les mots « grade de docteur » sont chaque fois remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 31. A l'article 88, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

Art. 32. A l'article 91, alinéa 2, du même décret, les mots « grade académique de docteur » sont remplacés par les mots « grade académique de doctorat ».

Art. 33. A l'article 92, alinéa 3, du même décret, les mots « grades académiques de docteur » sont remplacés par les mots « grades académiques de doctorat ».

Art. 34. A l'article 93, alinéa 1^{er}, du même décret, le mot « docteur » est remplacé par le mot « doctorat ».

Art. 35. À l'article 96, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « par pli recommandé ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant » sont remplacés par les mots « par lettre recommandée, contre reçu ou par courriel à l'adresse électronique fournie par l'étudiant ou, en cas de réinscription, à celle fournie par l'établissement ».

Art. 36. A l'article 100, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots « à l'exception des unités optionnelles du programme qui avaient été choisies par l'étudiant qu'il peut délaisser » sont insérés après les mots « les crédits correspondants ».

Art. 37. À l'article 105 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, une virgule est ajoutée entre les mots "organisation des études" et "pays moins avancés" ;

2^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots "de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et du décret du 7 novembre 1983 réglant pour la Communauté française les allocations et les prêts d'études coordonné le 7 novembre 1983" sont remplacés par les mots "du décret du 18 novembre 2021 réglant les allocations d'études" ;

3^o au § 4, les mots « de l'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles » sont remplacés par les mots « des articles 36 à 41 du décret du 21 février 2019 fixant l'organisation de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles ».

Art. 38. A l'article 108, § 1^{er}, du même décret, les mots « et 2021-2022 » sont remplacés par les mots « , 2021-2022 et 2022-2023 ».

Art. 39. A l'article 116 du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 40. A l'article 131, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « grades académiques de docteur » sont remplacés par les mots « grades académiques de doctorat ».

Art. 41. A l'article 131, § 3, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 42. A l'article 132 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat » ;

2^o au § 2, alinéa 2, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 43. A l'article 134, alinéa 3, du même décret, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 44. A l'annexe Ire du même décret, au point 8. Doctorat, les mots « grade de docteur » sont remplacés par les mots « grade de doctorat ».

Art. 45. Dans l'annexe III.4 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études,

1° avant la ligne :

5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – animation socio-culturelle et éducation permanente	HEG, UCL, ULB	21, 25
---	------	--	--	--	--	--	---	--	--	---------------------	-----------

est insérée la ligne :

1	U						MS		Master de spécialisation en philosophie et théories politiques	ULB, ULg, UNa- mur	21, 62, 92
---	---	--	--	--	--	--	----	--	--	-----------------------------	------------------

2° après la ligne :

16	EPS	B							Bachelier en psychomotricité	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège, Cours pour éducateurs en fonction	62
----	-----	---	--	--	--	--	--	--	------------------------------	---	----

sont insérées les lignes :

17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	E AFC Sud-Luxembourg, E AFC Famenne Ardenne	8183
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	5357
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	E AFC Mouscron Wallonie picarde, Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	57

Art. 46. Dans l'annexe VI du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° la ligne :

EAPC Sud-Luxembourg	2468	01	Liège-Luxembourg																		X			X																	
---------------------	------	----	------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

EAPC Sud-Luxembourg	2468	01	Liège-Luxembourg							X	X		X											X																	
---------------------	------	----	------------------	--	--	--	--	--	--	---	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

2° la ligne :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	1720	01	Hainoyer	X								X	X	X											X																
---	------	----	----------	---	--	--	--	--	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	1720	01	Hainoyer	X								X	X	X																											
---	------	----	----------	---	--	--	--	--	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

3° la ligne :

EAPC Famille Ardenne	2337	03	Liège-Luxembourg										X	X											X																
----------------------	------	----	------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

EAPC Famille Ardenne	2337	03	Liège-Luxembourg											X	X																										
----------------------	------	----	------------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

4° la ligne :

EAPC Mouscron Wallonie picarde	1345	01	Hainoyer										X																													
--------------------------------	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

EAPC Mouscron Wallonie picarde	1345	01	Hainoyer										X																													
--------------------------------	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

5° la ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Pauwels	1620	01	Hainoyer																						X	X															
--	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Pauwels	1620	01	Hainoyer																							X															
--	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

6° la ligne :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colliniane	1287	03	Hainoyer							X																X	X														
---	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne suivante :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colliniane	1287	03	Hainoyer							X																X															
---	------	----	----------	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

7° la ligne :

Institut Roger Lambon	3187	21	Bruxelles							X																														X	
-----------------------	------	----	-----------	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

est remplacée par la ligne suivante :

Institut Roger Lambon	3187	21	Bruxelles																																					X	
-----------------------	------	----	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

Art. 47. L'annexe II du même décret est remplacée par l'annexe 1 du présent décret.

Art. 48. Les annexes III et III.1 du même décret sont remplacées par l'annexe 2 du présent décret.

Art. 49. L'annexe III.2 du même décret est remplacée par l'annexe 3 du présent décret.

Art. 50. L'annexe III.3 du même décret est remplacée par l'annexe 4 du présent décret.

Art. 51. L'annexe III.4 du même décret est remplacée par l'annexe 5 du présent décret.

Art. 52. L'annexe VI du même décret est remplacée par l'annexe 6 du présent décret.

CHAPITRE 6. — *Disposition modifiant le décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études*

Art. 53. L'article 3, §1^{er}, alinéa 1, 2°, du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les termes " ou temporaire" sont insérés après les termes " protection subsidiaire".

CHAPITRE 7. — *Dispositions modifiant le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants*

Art. 54. A l'article 2 du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots "« Cadre francophone de certification »" sont remplacés par les mots « Cadre francophone des certifications » ;

2° au 19°, les mots « article 13, §1^{er}, 42/2, du décret Paysage » sont remplacés par les mots « article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 42/2°, du décret Paysage ».

Art. 55. A l'article 9, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots "Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la " sont remplacés par le mot "La".

Art. 56. A l'article 10, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots "Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la " sont remplacés par le mot "La".

Art. 57. A l'article 11, § 2, alinéa 1^{er}, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots "Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la" sont remplacés par le mot "La".

Art. 58. A l'article 12, alinéa 3, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots « 4 ans » sont remplacés par les mots « 5 ans ».

Art. 59. A l'article 15 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, les mots « Par dérogation à l'article 70, § 1^{er}, du décret Paysage, la » sont remplacés par le mot "La" ;

2° le § 3 est complété par les mots « conformément à l'article 16, alinéa 3 ».

Art. 60. A l'article 20, § 3, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots "des pouvoirs organisateurs" sont abrogés.

Art. 61. A l'article 24, § 3, alinéa 3, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les mots "des pouvoirs organisateurs" sont abrogés.

Art. 62. L'article 49 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, est remplacé par ce qui suit : "Le titulaire d'un doctorat dans le domaine d'études des sciences psychologiques et de l'éducation ou d'un doctorat dans le domaine d'études des sciences de l'éducation et enseignement ou d'un doctorat à visée didactique dans un autre domaine d'études est dispensé du master de spécialisation en formation d'enseignants et est réputé titulaire du Certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'Enseignement supérieur de promotion sociale défini par le décret du 17 juillet 2002. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles l'effectivité de la visée didactique d'un doctorat relevant d'un autre domaine d'études que les sciences de l'éducation et enseignement est reconnue".

Art. 63. A l'article 50, alinéa 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, le mot « 2027 » est remplacé par le mot « 2028 ».

Art. 64. A l'article 57 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

2° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à l'article 9 du présent décret » sont remplacés par les mots « aux articles 9 à 11 » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

4° à l'alinéa 5 :

a) le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 » ;

b) le mot « 2024 » est remplacé par le mot « 2025 ».

Art. 65. A l'article 58 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « à concurrence de 50 % pour la Haute Ecole et à concurrence de 50 % pour l'Université » sont remplacés par les mots « à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent conformément à cette convention » ;

c) à l'alinéa 3, les mots « 2022 à 2024 » sont remplacés par les mots « 2023 à 2025 » ;

d) l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, le montant total des allocations octroyées en 2025, compte tenu des alinéas 1^{er} et 2, est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée d'autre part. » ;

2° au § 2, le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 » ;

3° au § 3, le mot « 2025 » est remplacé par le mot « 2026 ».

Art. 66. A l'article 59 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 ».

2° à l'alinéa 3, les mots « 2025 à 2027 » sont remplacés par les mots « 2026 à 2028 » ;

3° l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2029, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2028 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée, d'autre part. ».

Art. 67. A l'article 60 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « 2031 à 2033 » sont remplacés par les mots « 2032 à 2034 » ;

2° au § 1^{er}, alinéa 3, les mots « 2031 à 2033 » sont remplacés par les mots « 2032 à 2034 » ;

3° au § 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « A partir de l'année budgétaire 2035, le montant total des allocations prévues aux alinéas précédents pour l'année budgétaire 2034 est intégré, après indexation, à concurrence de la part de chacun dans la répartition des crédits du cursus qu'ils organisent, dans l'enveloppe de financement des Hautes Ecoles visée à l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, d'une part, et dans la partie variable du financement des Universités visée à l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 précitée, d'autre part. » ;

4° au § 2, le mot « 2034 » est remplacé par le mot « 2035 » ;

5° au § 3, le mot « 2034 » est remplacé par le mot « 2035 ».

Art. 68. L'article 64 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 64. - L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, est complété comme suit : « A partir de l'année budgétaire 2026, un montant déterminé en application de l'article 58, § 1^{er}, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2028, le montant déterminé en application de l'article 61, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2029, un montant déterminé en application de l'article 59, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, est ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents.

A partir de l'année budgétaire 2035, un montant déterminé en application de l'article 60, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants est, ajouté au montant déterminé en vertu des alinéas précédents. » »

Art. 69. L'article 65 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 65. - L'article 15 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« A partir de l'année académique 2023-2024, les formations organisées dans le domaine 10*bis*, défini à l'article 83 du décret Paysage, sont classées dans le groupe G. » ».

Art. 70. L'article 66 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 66. - L'article 17, alinéa 2, du même décret est complété comme suit : « Toutefois, en lien avec le décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les dérogations suivantes sont appliquées aux modalités de calculs prévues par les alinéas précédents :

1° pour les années académiques 2023-2024 à 2025-2026, pour les Hautes Ecoles qui organisent en codiplômation le premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants, le nombre d'étudiants inscrits dans le premier cycle des sections 1 à 3 du domaine 10*bis* et dans les cursus d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 est remplacé, pour chaque Haute Ecole concernée, par la moyenne du nombre d'étudiants inscrits en bachelier en agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou en instituteur primaire ou préscolaire dans le domaine 10 lors des années académiques 2020-2021 à 2022-2023. Les étudiants de premier cycle dans les sections 1 à 3 du domaine 10*bis* ne sont ainsi pris en compte qu'à partir des inscriptions lors de l'année académique 2026-2027, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charges d'enseignement du budget 2028 ;

2° le nombre d'étudiants en master de spécialisation en formation d'enseignants organisé en codiplômation n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2024-2025, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2026 ;

3° le nombre d'étudiants dans le deuxième cycle des sections 1 à 3 n'est pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2027-2028 ;

4° le nombre d'étudiants inscrits dans la formation menant au grade académique de master en enseignement section 5 n'est pris en compte qu'à partir de l'année académique 2026-2027 ;

5° le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et le nombre d'étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5 ne sont pris en compte qu'à partir des inscriptions de l'année académique 2033-2034, qui participent pour la première fois au calcul des unités de charge d'enseignement du budget 2035.

Le calcul des moyennes triennales pour les étudiants visés à l'alinéa précédent, 2° à 5°, intègre, pour les deux années précédant la première année de leur prise en compte dans le calcul des unités de charges d'enseignement, le nombre d'étudiants inscrits lors de la première année d'organisation du cycle d'étude. ».

Art. 71. L'article 68 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 68. - A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 3^{qu}inques rédigé comme suit :

« § 3^{qu}inques. A la suite du décret du 7 février 2019 définissant la formation initiale des enseignants, les montants suivants sont ajoutés à la partie variable visée au § 2 :

- à partir de l'année budgétaire 2026, les montants en application des articles 57 cinquième alinéa, et 58, § 1^{er}, alinéa 5, du décret du 7 février 2019 précité ;

- à partir de l'année budgétaire 2029, un montant en application de l'article 59, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité.

- à partir de l'année budgétaire 2035, un montant en application de l'article 60, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 7 février 2019 précité ;

- à partir de l'année budgétaire 2028, un montant en application de l'article 61, cinquième alinéa, du décret du 7 février 2019 précité. » ;

2° au paragraphe 5 :

a) l'alinéa 1 est complété par ce qui suit : « Par dérogation, les étudiants inscrits dans le domaine 10*bis* ne sont pris en compte qu'à partir de l'année budgétaire :

- 2026 pour les étudiants du premier cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants et les étudiants de master de spécialisation en formation d'enseignants ;

- 2028 pour les étudiants du deuxième cycle menant à un grade académique de master en enseignement section 5 ;

- 2029 pour les étudiants du deuxième cycle des sections 1 à 3 de la formation initiale des enseignants ;

- 2035 pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2 et pour les étudiants de master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5. » ;

b) le paragraphe 5 est complété par un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Pour le calcul des moyennes quadriennales visées au troisième alinéa, les nombres d'étudiants des sections 1 à 3 du domaine 10 *bis* pris en compte pour les années précédant leur année d'intégration dans le calcul, telle que prévue par dérogation au premier alinéa, sont fixés aux nombres d'étudiants inscrits lors de la troisième année d'organisation du cycle d'études. » »

Art. 72. L'article 69 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 69. - L'article 29*bis* de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit : « A partir de l'année académique 2023-2024, un coefficient de pondération de 1,45 est appliqué aux étudiants finançables inscrits dans le domaine 10*bis*. » »

Art. 73. L'article 72 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 72. - § 1^{er}. Les étudiants qui sont inscrits, avant l'année académique 2023-2024, dans le cursus de bachelier instituteur préscolaire, de bachelier instituteur primaire, de bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou de bachelier en formation musicale terminent ce cursus durant les années académiques 2023-2024 et 2024-2025.

§ 2. Si, au terme de l'année académique 2024-2025, les étudiants visés au § 1^{er} n'ont pas obtenu le grade académique correspondant à ce cursus, ils disposent des années académiques 2025-2026 et 2026-2027 pour acquérir les unités d'enseignement manquantes.

Si, au terme de l'année académique 2026-2027, ils n'ont pas obtenu le grade académique correspondant au cursus suivi, ils poursuivent leurs études dans le cursus tel que défini dans le présent décret. Les autorités de l'établissement définissent les unités d'enseignement acquises qui sont valorisées dans le cadre de ce nouveau cursus.

Pour la bonne fin des études, les établissements qui organisent au moins une des formations visées au § 1^{er} du présent article durant l'année académique 2022-2023 poursuivent l'organisation de chacune des formations organisées jusqu'au terme de l'année académique 2026-2027 pour autant qu'au moins un étudiant inscrit dans leur établissement avant l'année académique 2023-2024 soit concerné par cette organisation. ».

Art. 74. A l'article 76 du même décret, les mots « l'article 51, 3° » sont remplacés par les mots « l'article 54, 3° ».

Art. 75. A l'article 77, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, les mots « 2032-2033 » sont remplacés par les mots « 2033-2034 ».

Art. 76. A l'article 77*bis*, m., du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les mots « Sciences humaines et Education à la philosophie et citoyenneté ; » sont remplacés par les mots « Sciences humaines ; ».

Art. 77. A l'article 77*ter* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « master agrégé de l'enseignement section 5 » sont remplacés par les mots « master en enseignement section 5 » ;

2° après les mots « établissements référents. », la phrase suivante est ajoutée : « Cette codiplômation réunit une Haute Ecole, établissement référent, et une ou plusieurs Universités, établissements partenaires. ».

Art. 78. A l'article 78 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « 2025-2026 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;

2° les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 ».

Art. 79. L'article 89 du même décret est abrogé.

Art. 80. A l'article 96 du même décret, le mot « 2026 » est remplacé par le mot « 2027 ».

Art. 81. A l'article 97 du même décret, tel que modifié par le décret du 2 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;

b) les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2024-2025 » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « 2023-2024 » sont remplacés par les mots « 2026-2027 » ;

3° à l'alinéa 5, les mots « 2022-2023 » sont remplacés par les mots « 2023-2024 » ;

4° un sixième alinéa rédigé comme suit est ajouté : « La formation conduisant au certificat en encadrement de stages pour enseignants en formation est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. »

Art. 82. A l'article 98 du même décret, tel que remplacé par le décret du 2 décembre 2021, les mots « 2031-2032 » sont remplacés par les mots « 2032-2033 ».

Art. 83. A l'article 99 du même décret, les mots « est mis en place au plus tard à la rentrée académique 2022-2023 » sont remplacés par les mots « est organisée à partir de l'année académique 2023-2024. ».

Art. 84. A l'article 100 du même décret, les mots « durant l'année académique 2020-2021 » sont remplacés par les mots « en vue de leur application à partir de l'année académique 2023-2024 ».

Art. 85. L'article 101 du même décret est complété par ce qui suit :

« , à l'exception des articles 85 et 87 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2028-2029, et de l'article 91 qui entre en vigueur à partir de l'année académique 2025-2026. »

CHAPITRE 8. — *Dispositions modifiant le décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur*

Art. 86. A l'article 26 du même décret, deux alinéas rédigés comme suit sont ajoutés après l'alinéa 1 : « Les étudiants inscrits en premier cycle ayant acquis au moins 45 crédits du bloc 1 au plus tard à l'issue de l'année académique 2021- 2022 sont réputés être en poursuite d'études et soumis à l'article 100, § 2, du même décret lors de l'année académique 2022-2023, et le cas échéant, les années suivantes tant qu'ils n'interrompent pas leurs études dans ce cursus dans un établissement relevant de la Communauté française.

Lors de l'année académique 2022-2023, le jury peut transformer une unité d'enseignement prérequis en unité d'enseignement corequis à l'égard de l'étudiant ayant bénéficié de ladite transformation sans avoir acquis cette unité d'enseignement lors de l'année académique 2021-2022 ».

Art. 87. A l'article 27 du décret du 2 décembre 2021 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et d'autres législations en matière d'enseignement supérieur, les mots « dans un cycle d'études en Communauté française à l'entrée en vigueur du présent décret » sont remplacés par les mots « dans un cycle d'études au cours des cinq dernières années académiques précédant l'entrée en vigueur du présent décret ».

TITRE II. - Dispositions relatives à l'Enseignement de Promotion sociale

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale*

Art. 88. Dans l'article 5bis, du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale, le 15° est remplacé par ce qui suit : "15° enseignement hybride : Forme d'enseignement mixant des activités d'apprentissage en présentiel et à distance en exploitant différents outils pédagogiques et numériques permettant la communication, l'interaction et la collaboration avec et entre les étudiants.

Ce mode d'apprentissage peut combiner des moments d'apprentissage synchrone ou asynchrone. L'enseignement hybride peut inclure l'enseignement comodal, c'est à dire un enseignement où coexistent de façon simultanée un apprentissage en présentiel et à distance."

Art. 89. Dans l'article 36bis, § 2, 5°, du même décret, les mots "via l'e-learning" sont remplacés par les mots : "via l'enseignement hybride".

Art. 90. L'article 120 du même décret est remplacé par ce qui suit :

"Article 120. - § 1^{er}. Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent organiser des unités d'enseignement via un enseignement hybride.

§ 2. Le nombre de périodes prévues dans le dossier pédagogique de l'unité d'enseignement organisée via un enseignement hybride sera prélevé de la dotation-période des établissements concernés conformément aux articles 82 à 93 et 102.

§ 3. Le nombre de périodes-élèves relatif aux unités d'enseignement organisées via un enseignement hybride s'obtient en totalisant les nombres de périodes de ces unités d'enseignement, hors cas particuliers, suivies par tous les élèves réguliers.

§ 4. Le nombre de périodes-élèves pondérées relatif aux unités d'enseignement organisées via un enseignement hybride se calcule de la même manière que le nombre de périodes-élèves pondérées relatif aux unités d'enseignement organisées via un enseignement en présentiel.

§ 5. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les conditions de régularité des élèves pris en considération pour l'octroi des moyens visés à l'article 35.

§ 6. Le fait de suivre des unités d'enseignement via un enseignement hybride ne modifie en rien les montants des droits d'inscription ainsi que les dispenses de ceux-ci en vigueur dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française."

Art. 91. Dans l'article 120decies du même décret, à l'alinéa 1^{er}, les mots "en E-learning" sont remplacés par les mots : "intégrées dans une formation hybride ".

CHAPITRE 2 — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 92. A l'article 12, § 3, alinéa 9, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les modifications suivantes sont apportées :

1° au dernier tiret, les mots et le signe "une autorité publique." sont remplacés par les mots "une autorité publique ;"

2° il est complété par les tirets suivants

« - les personnes s'inscrivant dans les unités d'enseignement de français langue étrangère positionnées maximum au niveau A2 du Cadre européen commun de référence pour les langues ;

- les personnes s'inscrivant dans les unités d'enseignement d'alphabétisation ainsi que dans les autres unités d'enseignement classées au niveau secondaire inférieur et dont le CEB ne constitue pas le titre tenant lieu de capacités préalables requises ».

CHAPITRE 3 — *Dispositions modifiant la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement*

Art. 93. Dans l'intitulé du chapitre VII de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, les mots "et de l'enseignement supérieur non universitaire" sont supprimés.

Art. 94. Dans l'article 58 de la même loi, les mots "et de l'enseignement supérieur non universitaire" sont supprimés.

CHAPITRE 4 — *Dispositions modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement*

Art. 95. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 septembre 1991 portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement est inséré un 5^o quater rédigé comme suit:

"5^o quater et les élèves et étudiants autorisés à séjourner en Belgique en bénéficiant de la protection subsidiaire ou de la protection temporaire en application des dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;".

Art. 96. Dans le même arrêté, l'article 2, 3^o, est abrogé.

CHAPITRE 5 — *Disposition modifiant le décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre*

Art. 97. A l'article 226, premier alinéa, du décret du 31 mars 2022 relatif à l'adaptation des rythmes scolaires annuels dans l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, spécialisé, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale et aux mesures d'accompagnement pour l'accueil temps libre, les mots « Dans l'enseignement fondamental et secondaire, obligatoire et spécialisé, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, » sont remplacés par les mots « Dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et dans l'enseignement de promotion sociale, ».

Titre III.- Dispositions relatives à la Recherche scientifiqueCHAPITRE 1^{er} — *Dispositions relatives à diverses subventions en matière de Recherche scientifique*

Section 1 – Financement de bourses de voyage dans le cadre d'une thèse de doctorat

Art. 98. Le Gouvernement octroie chaque année un montant de 162.000 euros aux universités organisées ou subventionnées par la Communauté française.

Ce montant est réparti entre universités selon la clé de répartition définie à l'article 6 du décret du 30 janvier 2014 relatif au financement de la recherche dans les universités.

La subvention vise à couvrir des séjours de moyenne durée, à savoir de 2 mois minimum à 6 mois maximum, au sein d'une structure d'accueil en-dehors de la Communauté française, pour les chercheurs universitaires préparant une thèse de doctorat.

Art. 99. §1^{er}. Les lauréats des bourses de séjours sont désignés, au sein de chaque université, par appel à candidature rendu public, faisant clairement apparaître les critères de sélection et la pondération de ceux-ci.

Chaque université fixe son calendrier de sélection ainsi que ses propres modalités de soumission des candidatures.

§ 2. Dans le respect des critères généraux et de la pondération suivante, les universités fixent de commun accord les critères spécifiques leur permettant de retenir les projets déposés par les candidats en vue de les classer. Les projets sont classés en fonction des critères généraux et de la pondération suivante sans que le total de la pondération de ces 3 critères ne dépasse 100 %:

- 1^o le profil du candidat (entre 30 et 50%) ;
- 2^o le projet de recherche proposé (entre 30 et 50%) ;
- 3^o l'impact pour l'internationalisation de l'université (entre 30 et 50%).

Les bourses seront réparties dans l'ordre du classement des candidats en commençant par le mieux classé jusqu'à épuisement du montant de la subvention par application des articles 96 et 98.

Art. 100. Les subventions visées à l'article 98 servent à couvrir les frais admissibles suivants :

- 1^o les frais d'inscription (au sein d'une université qui est établie en-dehors de la Belgique, à des colloques et séminaire ;
- 2^o les frais de transport aller-retour entre le lieu de résidence et le lieu de séjour ;
- 3^o les frais de logement ;
- 4^o les frais d'obtention d'un VISA.

Art. 101. Le candidat doit être inscrit au doctorat, au sein de l'université qui lance l'appel à candidatures, au moment de l'introduction de la demande. Il ne peut pas avoir défendu sa thèse de doctorat avant la fin du séjour à l'étranger.

Le séjour à l'étranger doit être réalisé entre le 1^{er} mai de l'année au cours de laquelle est lancé l'appel à candidatures et le 14 septembre de l'année suivante.

Un lauréat ne peut recevoir qu'une seule bourse de voyage visée à l'article 98, tout au long de sa thèse de doctorat. Les candidats qui n'ont pu bénéficier d'une bourse de voyage sont autorisés à représenter une nouvelle candidature lors d'un appel ultérieur.

Les financements complémentaires provenant d'autres autorités subsidiaires sont autorisés pour autant qu'ils ne soient pas forfaitaires et qu'ils ne constituent pas un double financement à la bourse de voyage visée à l'article 98.

Art. 102. Le montant maximum octroyé par doctorant est de 4.000 euros pour un séjour dans un pays de l'Union européenne et de 5.000 euros pour un séjour hors Union européenne.

Art. 103. L'université se charge d'effectuer le versement de la bourse de voyage sur le compte bancaire des lauréats retenus.

Le paiement se réalise en deux tranches :

1° la première tranche correspond à 70% du montant de la bourse et est liquidé après transmission par le bénéficiaire d'une copie de son titre de transport à destination de la structure d'accueil ;

2° la seconde tranche correspond au solde et est liquidée, après remise d'un rapport de séjour et des pièces justificatives originales transmises.

Le rapport du séjour vise à apprécier dans quelle mesure les objectifs fixés pour le séjour ont été atteints.

Les universités déterminent de commun accord les rubriques devant figurer dans le rapport de séjour.

Section 2 – Du financement de la participation à des réunions d'échanges
entre chercheurs dans le cadre de leurs travaux de recherche

Art. 104. § 1^{er} Le Gouvernement consacre annuellement 168.000 euros afin de financer l'organisation de réunions, ou la participation des chercheurs à des réunions qui permettent une rencontre et un échange entre pairs autour de recherches développées dans les établissements d'enseignement supérieur organisés ou subventionnés par la Communauté française visés aux articles 10, 11 et 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Pour être éligibles à la subvention visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les réunions doivent participer au partage et à l'échange des connaissances issues de la recherche. Ces réunions doivent revêtir un caractère public et peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel. Elles doivent faire l'objet d'une publicité préalable, adaptée à leur nature. Les réunions ne peuvent en aucun cas être limitées à la participation des chercheurs d'un seul établissement. Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou les spectacles sans public expert sont exclus.

Les réunions visées à l'alinéa 1^{er} peuvent impliquer des parties prenantes extérieures aux institutions d'enseignement supérieur directement concernées par le processus de recherche.

§ 2. Le montant visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est réparti entre les différents types de bénéficiaires comme suit :

1° 6.000 € pour l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° 15.000 € pour l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

3° 51.000 € pour l'Université catholique de Louvain ;

4° 7.500 € pour Université de Namur ;

5° 3.000 € pour l'Université Saint-Louis - Bruxelles ;

6° 40.500€ pour l'Université libre de Bruxelles ;

7. 9.000 € pour l'Université de Mons ;

8. 36.000€ pour l'Université de Liège.

Le montant visé au §2, alinéa 1^{er}, 1° est octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Ecoles supérieures des Arts visées à l'article 12 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Le montant visé au §2, alinéa 1^{er}, 2°, est octroyé à une organisation qui a pour objet de fédérer l'ensemble des Hautes écoles visées à l'article 11 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Les organisations visées au §2 alinéas 2 et 3 ont pour mission de :

1° promouvoir la recherche et l'innovation issues des établissements qu'elles représentent ;

2° renforcer la mise en réseau des acteurs de la recherche issus de ces établissements tels que les enseignants, les chercheurs et les étudiants ;

3° défendre les intérêts de ces établissements ;

4° accompagner les acteurs de la recherche de ces établissements au montage de projets, à la négociation des contrats de recherche et développement, à la protection, l'exploitation et la valorisation des résultats.

Les organisations visées au §2, alinéas 2 et 3 sont respectivement chargées de lancer un appel à projet pour les établissements qu'elles représentent et de répartir la subvention reçue entre les lauréats sélectionnés selon les modalités définies aux articles 105 à 110.

Art. 105. Tout chercheur membre du personnel d'un établissement d'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, ou tout chercheur financé par le F.R.S.-FNRS, est éligible au subside visé à l'article 104, selon les conditions suivantes :

1° le candidat présente une communication lors d'une réunion visée à l'article 104, §1^{er} ;

2° le candidat est invité en tant qu'animateur, modérateur ou président de chaire ou de session par les organisateurs de la réunion ;

3° le candidat est membre du comité organisateur de la réunion.

Par communication, l'on entend l'exposé fait à un groupe de chercheurs lors d'un congrès, d'un séminaire ou autre réunion, sous forme d'information écrite ou orale.

Art. 106. L'objet principal de la réunion visée à l'article 104 doit consister en la dissémination et l'échange entre pairs de connaissances issues de la recherche.

A titre complémentaire, la réunion peut poursuivre des objectifs liés à l'enseignement ou la formation.

Les réunions peuvent être organisées en présentiel ou en virtuel.

Tous les types formels de communication sont acceptables, en fonction notamment des disciplines scientifiques et des domaines artistiques, du type de recherche (recherche scientifique fondamentale, stratégique ou appliquée et recherche en art) et du public (public de pairs, ou intégrant des usagers ou des citoyens) concerné.

Des réunions ne visant pas spécifiquement des retombées pour le participant ne peuvent en aucun cas être soutenues dans le contexte de cet outil de financement. On entend par retombée une amélioration des compétences et capacités cognitives et intellectuelles apportant une plus-value aux différents aspects du métier de chercheur.

Art. 107. Les réunions visées à l'article 104 doivent être destinées principalement à un public de chercheurs internationaux, sauf si le caractère national de la réunion se justifie pour des raisons scientifiques, artistiques et/ou liées à l'impact technologique, économique, social et/ou culturel des initiatives de recherche concernées.

Par public de chercheurs internationaux, l'on entend des chercheurs actifs dans plusieurs pays, en-dehors de la Belgique.

Les activités de vulgarisation scientifique, les conférences ou spectacles sans public expert sont exclues du financement visé à l'article 104.

Art. 108. Le financement visé à l'article 104 est un montant forfaitaire de 500 euros si la réunion se déroule sur le territoire de l'Union européenne ou si la réunion se tient en distanciel et de 1.500 euros si la réunion se déroule en dehors du territoire de l'Union européenne.

Art. 109. Le financement visé à l'article 104 sert à couvrir les dépenses suivantes :

1° pour la participation aux réunions visées à l'article 104, § 1^{er}, : les frais de séjour, les frais de déplacement, d'œuvre et de matériel, les frais d'inscription ;

2° pour l'organisation de réunions visées à l'article 104, §1^{er}, les frais de secrétariat et d'interprétariat, les frais liés à l'organisation matérielle, y compris les frais de mise en exposition ou liés à la présentation de performances ;

3° pour la participation et l'organisation : , la réalisation de podcasts matériel de promotion, la publication d'actes liés à la réunion uniquement s'ils sont directement accessibles en libre accès conformément au décret du 3 mai 2018 visant à l'établissement d'une politique de libre accès aux publications scientifiques (open access).

Le subside visé à l'article 108 ne peut pas couvrir le programme d'activités sociales éventuellement lié à l'organisation de la réunion.

Art. 110. Une sélection préliminaire est réalisée par les universités, et les organisations visées à l'article 104, §2, alinéas 2 et 3, qui transmettent des listes restreintes de réunion à l'administration en charge de l'enseignement.

En aucun cas, les propositions ne peuvent dépasser le budget alloué tel que renseigné à l'article 106.

L'administration vérifie le respect des conditions indiquées aux articles 104 à 109.

Les modalités de soumission sont déterminées par le bénéficiaire du subside. Cependant, le bénéficiaire final, doit démontrer qu'il n'y a pas double subventionnement avec d'autres sources de financement qu'il aurait reçues.

TITRE IV. - Disposition finale

Art. 111. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2022-2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° les articles 4, 27, 93, 94 et 96 entrent en vigueur à partir de l'académique 2023-2024 ;

2° l'article 45, 1°, produit ses effets à partir de l'année académique 2021-2022 ;

3° les articles 45, 2°, et 46 produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2021 ;

4° les articles 53, 92 et 95 produisent leurs effets au 4 mars 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 418-1. – Amendement(s) en commission, n° 418-2 - Rapport de commission, n° 418-3 – Texte adopté en commission, n°418-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 418-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022

Annexe n° 1 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

ANNEXE II AU DÉCRET DU 7 NOVEMBRE 2013 DÉFINISSANT LE PAYSAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET L'ORGANISATION ACADÉMIQUE DES ÉTUDES

Liste des grades académiques délivrés à l'issue d'études supérieures

Domaine	Forme d'enseignement	TC		TL			Libellé du grade académique
		B180	B240	B180	M60	M120	
1	U			B			Bachelier en philosophie
1	U				M	M	Master en philosophie
1	U					M	Master en éthique
1	U			B			Bachelier en sciences des religions

Légende

U : université

HE : haute école

ESA : école supérieure des Arts

EPS : enseignement supérieur de promotion sociale

TC : type court

TL : type long

BES : brevet de l'enseignement supérieur

B : bachelier

BS : bachelier de spécialisation

M : master

MS : master de spécialisation (MScd : coopération au développement ; MSSS : secteur de la santé)

Les nombres mentionnés en tête de colonne indiquent le nombre minimum de crédits que comporte le cycle.

Libellé du grade académique

Le libellé du grade de M120 est complété, le cas échéant, par la finalité particulière suivie (« à finalité approfondie », « à finalité didactique » ou « à finalité spécialisée »).

3	U									Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classiques
3	U				M	M				Master en langues et lettres anciennes, orientation classiques
3	U					B				Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation orientales
3	U						M			Master en langues et lettres anciennes, orientation orientales
3	U					B				Bachelier en langues et lettres anciennes et modernes
3	U						M			Master en langues et lettres anciennes et modernes
3	U								MS	Master de spécialisation en études africaines
3	U								MS	Master de spécialisation en linguistique appliquée
3	U								MS	Master de spécialisation en sciences du langage
4	U					B				Bachelier en histoire
4	U						M			Master en histoire
4	U					B				Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation générale
4	U						M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation générale
4	U							M		Master en histoire de l'art et archéologie, orientation archéométrie
4	U					B				Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie
4	U						M			Master en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie
4	U								MS	Master de spécialisation en cultures visuelles
5	HE+EPS								B	Bachelier : bibliothécaire-documentaliste
5	HE								B	Bachelier en communication
5	HE								B	Bachelier en écriture multimédia
5	HE							BS		Bachelier de spécialisation en gestion et préservation de l'information
5	HE					B				Bachelier en communication appliquée
5	HE									Master en communication appliquée - animation socioculturelle et éducation permanente

5	HE+U																		Master en communication appliquée spécialisée – animation socioculturelle et éducation permanente
5	HE+U																		Master en communication appliquée spécialisée – éducation aux médias
5	HE									M									Master en communication appliquée – publicité et communication commerciale
5	HE+U																		Master en communication appliquée spécialisée – publicité et communication commerciale
5	HE																		Master en communication appliquée – relations publiques
5	HE+U																		Master en communication appliquée spécialisée – relations publiques
5	HE+U																		Master en communication – management d'événements
5	HE																		Master en presse et information
5	HE+U																		Master en presse et information spécialisées
5	U										B								Bachelier en information et communication
5	U																		Master en information et communication
5	U																		Master en journalisme
5	U																		Master en communication
5	U																		Master en communication multilingue
5	U																		Master en sciences et technologies de l'information et de la communication
5	HE+U																		Master en stratégie de la communication et culture numérique
6	EPS																		BES d'animateur en action collective politique, culturelle et sociale
6	EPS																		BES de conseiller en insertion socioprofessionnelle
6	EPS																		BES de conseiller en administration et gestion du personnel
6	HE+EPS																		Bachelier : assistant social
6	HE																		Bachelier : conseiller social
6	HE																		Bachelier en écologie sociale
6	HE+EPS																		Bachelier en gestion des ressources humaines

6	HE									Bachelier de spécialisation en gestion du social
6	HE									Bachelier de spécialisation en médiation
6	HE									Bachelier de spécialisation en sciences et techniques du jeu
6	HE									Bachelier de spécialisation en travail psychosocial en santé mentale
6	HE							M		Master en ingénierie et action sociales
6	HE+U							M		Master en ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits
6	HE+U							M		Master en transitions et innovations sociales
6	U							M		Master en gestion des ressources humaines
6	U					B				Bachelier en sciences humaines et sociales
6	U							M		Master en politique économique et sociale
6	U					B				Bachelier en sciences politiques, orientation générale
6	U						M			Master en sciences politiques, orientation générale
6	U							M		Master en sciences politiques, orientation relations internationales
6	U							M		Master en études européennes
6	U							M		Master en administration publique
6	U					B				Bachelier en sociologie et anthropologie
6	U						M			Master en sociologie et anthropologie
6	U							M		Master en sociologie
6	U							M		Master en anthropologie
6	U						M			Master en sciences du travail
6	U							M		Master en sciences de la population et du développement
6	U								MS	Master de spécialisation en action humanitaire internationale
6	U								MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en études européennes
6	U								MS	Master de spécialisation en études de genre

6	U											MS	Master de spécialisation en méthodes quantitatives en sciences sociales
6	U											MS	Master de spécialisation en sociologie-anthropologie
7	HE+EPS		B										Bachelier en assurances et gestion du risque
7	HE+EPS		B										Bachelier en droit
7	U			B									Bachelier en droit
7	U									M			Master en droit
7	U											MS	Master de spécialisation en droit économique
7	U											MS	Master de spécialisation en droit européen
7	U											MS	Master de spécialisation en droit de l'environnement et droit public immobilier
7	U											MS	Master de spécialisation en droit des technologies de l'information et de la communication
7	U											MS	Master de spécialisation en droit fiscal
7	U											MS	Master de spécialisation en droit international
7	U											MS	Master de spécialisation en droit public et administratif
7	U											MS	Master de spécialisation en droit social
7	U											MScd	Master de spécialisation en droits humains
7	U											MS	Master de spécialisation en approche interdisciplinaire des droits de l'enfant
7	U											MS	Master de spécialisation en notariat
8	U												Master en criminologie
9	EPS	BES											BES de gestionnaire d'unités commerciales
9	EPS	BES											BES de guide touristique-guide régional
9	HE+EPS		B										Bachelier : assistant de direction
9	HE		B										Bachelier en commerce et développement
9	EPS		B										Bachelier en commerce extérieur ¹
9	HE+EPS		B										Bachelier en international business

¹ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025.

9	HE+EPS	B							Bachelier en comptabilité
9	HE	B							Bachelier : conseiller en développement durable
9	HE+EPS	B							Bachelier en coopération internationale
9	HE+EPS	B							Bachelier en e-business
9	HE+EPS	B							Bachelier en éco-solidarité
9	HE	B							Bachelier en gestion hôtelière, orientation arts culinaires
9	HE	B							Bachelier en gestion hôtelière, orientation management
9	HE+EPS	B							Bachelier en immobilier
9	HE+EPS	B							Bachelier en management de la logistique
9	HE+EPS	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs
9	HE+EPS	B							Bachelier en marketing
9	HE+EPS	B							Bachelier en relations publiques
9	HE+EPS	B							Bachelier en sciences administratives et gestion publique
9	EPS	B							Bachelier en vente ²
9	EPS	B							Bachelier sales account manager
9	EPS					BS			Bachelier de spécialisation : cadre du secteur non-marchand
9	EPS					BS			Bachelier de spécialisation : expertise comptable et fiscale
9	EPS					BS			Bachelier de spécialisation : gestion d'entreprise d'économie sociale
9	EPS					BS			Bachelier de spécialisation : sciences fiscales
9	HE					BS			Bachelier de spécialisation en administration des maisons de repos
9	HE+EPS					BS			Bachelier de spécialisation en business data analysis
9	HE+EPS					BS			Bachelier de spécialisation en digital integrated supply chain
9	HE					BS			Bachelier de spécialisation en management de la distribution
9	HE					BS			Bachelier de spécialisation en management hôtelier
9	HE						B		Bachelier en gestion de l'entreprise

² Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

9	HE																		Master en sciences commerciales
9	HE+U																		Master en gestion de l'entreprise
9	HE																		Bachelier en gestion publique
9	HE																		Master en gestion publique
9	HE																		Master en facility management
9	HE																		Master en sciences administratives
9	HE																		Bachelier : ingénieur commercial
9	HE+U																		Master : ingénieur commercial
9	U																		Bachelier : ingénieur de gestion
9	U																		Master : ingénieur de gestion
9	U																		Bachelier en sciences économiques et de gestion
9	U																		Bachelier en sciences économiques, orientation générale
9	U																		Master en sciences économiques, orientation générale
9	U																		Master en sciences économiques, orientation économétrie
9	U																		Bachelier en sciences de gestion
9	U																		Master en sciences de gestion
9	HE+EPS																		Master en expertise comptable et fiscale
9	U																		Master en gestion culturelle
9	U+HE																		Master en sales management
9	U+HE																		Master de spécialisation en accompagnement des professionnels de l'éducation, du management, de la santé et de l'action sociale
9	U																		Master de spécialisation en économie internationale et du développement / Specialized master in international and development economics
9	U																		Master de spécialisation en économie sociale
9	U																		Master de spécialisation en entrepreneuriat
9	U																		Master de spécialisation en entreprises et politiques économiques européennes

9	U									MS	Master de spécialisation en gestion des risques financiers
9	U									MScd	Master de spécialisation en microfinance / Specialized master in microfinance
10	EPS	BES									BES de formateur en alphabétisation
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation arts plastiques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation éducation physique
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation français et français langue étrangère
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation français et morale
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation français et éducation à la philosophie et la citoyenneté
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation français et religion
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation langues germaniques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation mathématiques
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation sciences : biologie, chimie, physique
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation sciences économiques et sciences économiques appliquées
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation sciences humaines : géographie, histoire, sciences sociales
10	HE		B								Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation bois - construction

10	HE		B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation économie familiale et sociale
10	HE		B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation électromécanique
10	HE		B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur; orientation habillage
10	HE		B							Bachelier : assistant en psychologie
10	EPS		B							Bachelier : conseiller conjugal et familial
10	HE		B							Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10	HE+EPS		B							Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10	HE		B							Bachelier : instituteur préscolaire
10	HE		B							Bachelier : instituteur primaire
10	HE		B							Bachelier en activité physique inclusive et prévention santé
10	HE		B							Bachelier en coaching sportif
10	HE		B							Bachelier en logopédie
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10	EPS						BS			Bachelier de spécialisation : intervention systémique et travail social
10	EPS						BS			Bachelier de spécialisation : médiateur
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation en gérontologie psycho-éducative
10	HE+EPS						BS			Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement
10	HE						BS			Bachelier de spécialisation en psychomotricité

10	HE									Bachelier de spécialisation en éducation et rééducation des déficients sensoriels
10	U							B		Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation générale
10	U							B		Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation logopédie
10	U						M			Master en sciences de l'éducation
10	U						M			Master en logopédie
10	U						M			Master en orthopédagogie clinique
10	U						M			Master en sciences psychologiques
10	U						M			Master en sciences de la famille et de la sexualité
10	U								MS	Master de spécialisation en cliniques psycho-thérapeutiques intégrées
10	U								MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
10	U								MS	Master de spécialisation en théories psychanalytiques
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 1
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 2
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français et morale
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français et religion
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français et langues anciennes
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : français, français langue étrangère et français langue d'apprentissage
10bis	HE+U							B		Bachelier en enseignement section 3 : langues modernes

10bis	HE+U									B					Bachelier en enseignement section 3 : mathématiques et formation numérique
10bis	HE+U									B					Bachelier en enseignement section 3 : sciences
10bis	HE+U									B					Bachelier en enseignement section 3 : éducation physique et éducation à la santé
10bis	HE+U									B					Bachelier en enseignement section 3 : sciences humaines
10bis	HE+U+ESA									B					Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA									B					Bachelier en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA									B					Bachelier en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique
10bis	HE						B								Bachelier : éducateur spécialisé en activités socio-sportives
10bis	HE						B								Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif
10bis	HE							BS							Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires
10bis	HE							BS							Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement
10bis	HE							BS							Bachelier de spécialisation en orthopédagogie
10bis	HE							BS							Bachelier de spécialisation en psychomotricité
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 1
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 2
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 3 : français et morale
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 3 : français et religion
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 3 : français et éducation à la philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U										M				Master en enseignement section 3 : français et langues anciennes

10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : français et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : français, français langue étrangère et français langue d'apprentissage
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : langues modernes
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : mathématiques et formation numérique
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : sciences
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : éducation physique et éducation à la santé
10bis	HE+U											Master en enseignement section 3 : sciences humaines
10bis	HE+U+ESA											Master en enseignement section 3 : formation artistique : musique et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA											Master en enseignement section 3 : formation artistique : arts plastiques et éducation culturelle et artistique
10bis	HE+U+ESA											Master en enseignement section 3 : formation manuelle, technique et technologique et formation numérique
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : grec ancien et latin
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : langues modernes
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : langue moderne traduction et interprétation
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : biologie
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : chimie
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : éducation physique
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : français
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : géographie
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : histoire
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : mathématiques
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U+ESA										M	Master en enseignement section 4 : physique

10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : sciences économiques
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : sciences sociales
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : musique
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : arts de la parole et du théâtre
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : morale
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : religion
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 4 : sciences psychologiques et de l'éducation
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : sciences juridiques
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : grec ancien et latin
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : langues modernes
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : langue moderne traduction et interprétation
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : biologie
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : chimie
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : éducation physique
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : français
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : géographie
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : histoire
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : mathématiques
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : philosophie et citoyenneté
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : physique
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : sciences économiques
10bis	HE+U+ESA																			Master en enseignement section 5 : sciences sociales

10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : arts plastiques, visuels et de l'espace
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : musique
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : arts de la parole et du théâtre
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : morale
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : religion
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : sciences psychologiques et de l'éducation
10bis	HE+U+ESA									M		Master en enseignement section 5 : sciences juridiques
10bis	U									M		Master en sciences de l'éducation
10bis	HE+U+ESA										MS	Master de spécialisation en enseignement sections 1 et 2
10bis	HE+U+ESA										MS	Master de spécialisation en enseignement sections 3, 4 et 5
10bis	HE+U+ESA										MS	Master de spécialisation en formation d'enseignants
10bis	U										MS	Master de spécialisation en gestion d'établissement d'enseignement obligatoire
10bis	U										MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur
11	U								B			Bachelier en médecine
11	U										M	Médecin
11	U										MSSS	Master de spécialisation en anatomie pathologique
11	U										MSSS	Master de spécialisation en anesthésie-réanimation
11	U										MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique
11	U										MSSS	Master de spécialisation en cardiologie
11	U										MSSS	Master de spécialisation en chirurgie
11	U										MSSS	Master de spécialisation en chirurgie orthopédique
11	U										MSSS	Master de spécialisation en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique

11	U									MSSS	Master de spécialisation en dermato-vénéréologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gastro-entérologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en génétique clinique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gériatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gestion de données de santé
11	U									MSSS	Master de spécialisation en gynécologie-obstétrique
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine aigüe
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine d'urgence
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine du travail
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine interne
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine générale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine légale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine nucléaire
11	U									MSSS	Master de spécialisation en médecine physique et en réadaptation
11	U									MScd	Master de spécialisation en médecine transfusionnelle
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neurochirurgie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neurologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en neuropsychiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en oncologie médicale
11	U									MSSS	Master de spécialisation en ophtalmologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en oto-rhino-laryngologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en pédiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en pneumologie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie
11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie de l'adulte
11	U									MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie infanto juvénile

11	U										MSSS	Master de spécialisation en radiodiagnostic
11	U										MSSS	Master de spécialisation en radiothérapie-oncologie
11	U										MSSS	Master de spécialisation en rhumatologie
11	U										MSSS	Master de spécialisation en stomatologie
11	U										MSSS	Master de spécialisation en urologie
12	U				B							Bachelier en médecine vétérinaire
12	U									M		Médecin vétérinaire
12	U								M			Master one health – gestion de la santé publique et animale
12	U										MSSS	Master de spécialisation en sciences vétérinaires : internat clinique
12	U										MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources animales et végétales en milieux tropicaux
13	U				B							Bachelier en sciences dentaires
13	U								M			Master en sciences dentaires
13	U										MSSS	Master de spécialisation en dentisterie générale
13	U										MSSS	Master de spécialisation en orthodontie
13	U										MSSS	Master de spécialisation en parodontologie
14	HE			B								Bachelier en biopharmaceutique
14	HE+EPS			B								Bachelier en diététique
14	HE			B								Bachelier : technologue de laboratoire médical
14	HE				BS							Bachelier de spécialisation en biotechnologies médicales et pharmaceutiques
14	HE				BS							Bachelier de spécialisation en diététique sportive
14	U				B							Bachelier en sciences biomédicales
14	U								M	M		Master en sciences biomédicales
14	U				B							Bachelier en sciences pharmaceutiques
14	U									M		Master en sciences pharmaceutiques
14	U										MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique
14	U										MSSS	Master de spécialisation en dermopharmacie et cosmétologie

14	U																			Master de spécialisation en pharmacie d'industrie	MSSS	
14	U																			Master de spécialisation en pharmacie hospitalière	MSSS	
15	HE			B																Bachelier en audiologie		
15	HE			B																Bachelier en bandagisterie - orthésologie - prothésologie		
15	EPS			B																Bachelier en optique-optométrie ³		
15	EPS			B																Bachelier en optométrie		
15	HE+EPS			B																Bachelier en orthoptie		
15	HE+EPS			B																Bachelier en soins infirmiers		
15	HE			B																Bachelier : hygiéniste bucco-dentaire		
15	HE+EPS				B															Bachelier : infirmier responsable de soins généraux		
15	HE				B															Bachelier : sage-femme		
15	HE				B															Bachelier : technologue en imagerie médicale		
15	EPS					BS														Bachelier de spécialisation : cadre de santé		
15	EPS					BS														Bachelier de spécialisation : gérontologie		
15	EPS					BS														Bachelier de spécialisation : psychopathologie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en anesthésie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en art thérapie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en imagerie médicale et radiothérapie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en imagerie médicale diagnostique et interventionnelle		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en oncologie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en pédiatrie et néonatalogie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en soins péri-opératoires		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en santé communautaire		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en santé mentale et psychiatrie		
15	HE					BS														Bachelier de spécialisation en soins intensifs et aide médicale urgente		

³ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

15	HE										Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en gériatrie et psychogériatrie
15	HE										Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie
15	U							M			Master en sciences de la santé publique
15	HE+U							M			Master en sciences infirmières
15	U									MScd	Master de spécialisation en science de la santé publique - analyse et évaluation des politiques, programmes et systèmes de santé internationale
15	U									MScd	Master de spécialisation en méthodologie de la santé publique - Specialized master in public health methodology
16	HE		B								Bachelier en ergothérapie
16	HE		B								Bachelier en podologie-podothérapie
16	HE+EPS		B								Bachelier en psychomotricité
16	HE				B						Bachelier en kinésithérapie
16	HE						M				Master en kinésithérapie
16	U				B						Bachelier en sciences de la motricité, orientation générale
16	U						M				Master en sciences de la motricité, orientation générale
16	U						M				Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique
16	U										Bachelier en kinésithérapie et réadaptation
16	U							M			Master en kinésithérapie et réadaptation
16	U									MS	Master de spécialisation en ostéopathie
17	EPS	BES									BES de Webdesigner ⁴
17	EPS	BES									BES de Webdesigner UI/UX
17	EPS	BES									BES de Webdeveloper
17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique de gestion
17	HE+EPS		B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation informatique industrielle

⁴ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026.

17	HE+EPS		B							Bachelier en informatique et systèmes, orientation réseaux et télécommunications
17	HE		B							Bachelier en informatique et systèmes, orientation robotique
17	HE		B							Bachelier en informatique et systèmes, orientation sécurité des systèmes
17	HE+EPS		B							Bachelier en informatique et systèmes, orientation technologie de l'informatique
17	HE							M		Master en gestion globale du numérique
17	HE			BS						Bachelier de spécialisation en sécurité des réseaux et systèmes informatiques
17	U				B					Bachelier en sciences biologiques
17	U					M				Master en sciences biologiques
17	U							M		Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire
17	U							M		Master en biologie des organismes et écologie
17	U							M		Master en bioinformatique et modélisation
17	U							M		Master in molecular microbiology
17	U				B					Bachelier en sciences chimiques
17	U					M		M		Master en sciences chimiques
17	U							M		Master en science des données
17	U							M		Master en science des données, orientation statistique
17	U							M		Master en science des données, orientation technologies de l'information
17	U				B					Bachelier en sciences géologiques ²
17	U					M		M		Master en sciences géologiques
17	U				B					Bachelier en sciences géographiques, orientation générale
17	U							M		Master en sciences géographiques, orientation climatologie
17	U					M		M		Master en sciences géographiques, orientation générale
17	U							M		Master en sciences géographiques, orientation géomatique
17	U							M		Master en sciences géographiques, orientation global change

17	U									Master en océanographie
17	U						M			Master en sciences et gestion de l'environnement
17	U						M			Master en sciences et gestion du tourisme
17	U						M			Master en smart rurality
17	U				B					Bachelier en sciences informatiques
17	U						M			Master en sciences informatiques
17	HE+U						M			Master en architecture des systèmes informatiques
17	HE+U						M			Master en cybersécurité
17	U				B					Bachelier en sciences mathématiques
17	U						M			Master en sciences mathématiques
17	U						M			Master en statistique, orientation générale
17	U						M			Master en statistique, orientation biostatistiques
17	U						M			Master en sciences actuarielles
17	U							B		Bachelier en sciences physiques
17	U						M			Master en sciences physiques
17	U									Master en sciences spatiales
17	U								MS	Master de spécialisation en archéométrie
17	U								MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources aquatiques et aquaculture
17	U								MS	Master de spécialisation en biotechnologie et biologie appliquée
17	U								MS	Master de spécialisation en climatologie, glaciologie et océanographie
17	U								MS	Master de spécialisation en cosmos exploration
17	U								MS	Master de spécialisation en génomique
17	U								MScd	Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes à l'ère de l'anthropocène
17	U								MS	Master de spécialisation en gestion durable de l'énergie
17	U								MS	Master de spécialisation en informatique et innovation

17	U										MScd	Master de spécialisation en nexus eau-énergie-alimentation
17	U										MS	Master de spécialisation en science des données, big data
17	U										MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en sciences et gestion de l'environnement et du développement durable
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation agro-industries et biotechnologies
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation agronomie des régions chaudes
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation environnement
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation forêt et nature
18	HE+EPS							B				Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux
18	HE+EPS							B				Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion agricoles
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation techniques et gestion horticoles
18	HE							B				Bachelier en agronomie, orientation technologie animale
18	HE							B				Bachelier en architecture des jardins et du paysage
18	HE							B				Bachelier en gestion de l'environnement urbain
18	EPS								BS			Bachelier de spécialisation : conseiller en environnement
18	HE+EPS								BS			Bachelier de spécialisation en agroécologie
18	HE								BS			Bachelier de spécialisation en gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires
18	HE								BS			Bachelier de spécialisation en agriculture biologique
18	HE+U											Master en management de l'innovation et de la conception des aliments
18	HE+U									B		Bachelier : architecte paysagiste
18	HE+U										M	Master : architecte paysagiste
18	HE									B		Bachelier en sciences agronomiques

18	HE									M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation agronomie
18	HE									M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation bio-industries
18	HE									M			Master en sciences de l'ingénieur industriel en agronomie, orientation environnement
18	U									M			Master en agroécologie
18	U								B				Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation bioingénieur
18	U									M			Master : bioingénieur en chimie et bioindustries
18	U									M			Master : bioingénieur en sciences et technologies de l'environnement
18	U									M			Master : bioingénieur en gestion des forêts et des espaces naturels
18	U									M			Master : bioingénieur en sciences agronomiques
18	U									M			Master en sciences agronomiques et industries du vivant
18	U											MScd	Master de spécialisation en économie et sociologie rurales
18	U											MS	Master de spécialisation en génie brassicole
18	U											MS	Master de spécialisation en génie sanitaire
18	U											MScd	Master de spécialisation en production intégrée et préservation des ressources naturelles en milieu urbain et péri-urbain
18	U											MScd	Master de spécialisation en protection des cultures tropicales et subtropicales
18	U											MScd	Master de spécialisation en sciences et gestion de l'environnement dans les pays en développement
18	U											MScd	Master de spécialisation en sciences et technologie des aliments
19	HE							B					Bachelier en aérotechnique, orientation pilotage d'aéronefs
19	HE							B					Bachelier en aérotechnique, orientation construction aéronautique
19	HE							B					Bachelier en aérotechnique, orientation techniques d'entretien

19	EPS	B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation automatique ⁵
19	HE+EPS	B								Bachelier en automatisation
19	HE+EPS	B								Bachelier en automobile
19	HE	B								Bachelier en biotechnique
19	HE+EPS	B								Bachelier en chimie, orientation biochimie
19	HE+EPS	B								Bachelier en chimie, orientation biotechnologie
19	HE+EPS	B								Bachelier en chimie, orientation chimie appliquée
19	HE	B								Bachelier en chimie, orientation environnement
19	HE+EPS	B								Bachelier en construction
19	EPS	B								Bachelier en dessin des constructions mécaniques et métalliques
19	HE	B								Bachelier en domotique
19	HE+EPS	B								Bachelier en électromécanique, orientation climatisation et techniques du froid
19	HE+EPS	B								Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance
19	HE	B								Bachelier en électromécanique, orientation mécanique
19	HE+EPS	B								Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée
19	HE	B								Bachelier en électronique, orientation électronique médicale
19	HE	B								Bachelier en énergies alternatives et renouvelables
19	HE	B								Bachelier en génie électrique
19	HE	B								Bachelier en mécatronique et robotique
19	HE	B								Bachelier en prévention, sécurité industrielle et environnement
19	HE	B								Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la cinématographie
19	HE	B								Bachelier en techniques de l'image, orientation techniques de la photographie

⁵ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

19	HE		B							Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques de l'édition
19	HE+EPS		B							Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques
19	HE		B							Bachelier en techniques et services
19	HE		B							Bachelier en textile, orientation techniques de mode
19	EPS		B							Gradué Géomètre - expert immobilier
19	HE			BS						Bachelier de spécialisation en développement de jeux vidéo
19	HE			BS						Bachelier de spécialisation en informatique médicale
19	HE+ESA							M		Master en architecture transmédia
19	HE							M		Master : business analyst
19	HE							M		Master en génie analytique, orientation biochimie
19	HE							M		Master en gestion de chantier spécialisé en construction durable
19	HE							M		Master en gestion de la maintenance électromécanique
19	HE							M		Master en gestion de production
19	HE							M		Master en gestion intelligente des bâtiments
19	HE+EPS					B				Bachelier en sciences de l'ingénieur industriel
19	HE							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation aérotechnique
19	HE							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation automatisation
19	HE							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation biochimie
19	HE+EPS							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation chimie
19	HE							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation construction
19	HE							M		Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électricité

19	HE+EPS											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électromécanique
19	HE+EPS											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation électronique
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation physiques nucléaire et médicale
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation énergétique durable
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation géomètre
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation industrie
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation informatique
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation ingénierie de la santé
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation mécanique
19	HE											Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation technologies des données du vivant
19	U								B			Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil
19	U											Master : ingénieur civil biomédical
19	U											Master : ingénieur civil des constructions
19	U											Master : ingénieur civil des mines et géologue
19	U											Master : ingénieur civil électricien
19	U											Master : ingénieur civil électromécanicien
19	U											Master : ingénieur civil en aérospatiale
19	U											Master : ingénieur civil en chimie et science des matériaux
19	U											Master : ingénieur civil en informatique
19	U											Master : ingénieur civil en informatique et gestion

19	U																		Master : ingénieur civil en mathématiques appliquées	
19	U																		Master : ingénieur civil en science des données	
19	U																		Master : ingénieur civil mécanicien	
19	U																		Master : ingénieur civil physicien	
19	U																		Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte	
19	U																		Master : ingénieur civil architecte	
19	U																	MS	Master de spécialisation en conservation-restauration du patrimoine culturel immobilier	
19	U																	MS	Master de spécialisation en construction navale	
19	U																	MS	Master de spécialisation en génie des systèmes énergétiques	
19	U																	MS	Master de spécialisation en génie nucléaire	
19	U																	MS	Master de spécialisation en gestion des risques et bien-être au travail	
19	U																	MS	Master de spécialisation en gestion industrielle et technologique	
19	U																	MS	Master de spécialisation en gestion totale de la qualité	
19	U																	MS	Master de spécialisation en nanotechnologies	
19	U																	MS	Master de spécialisation en polymères	
19	U																	MS	Master de spécialisation en ressources en eau	
19	U																	MS	Master de spécialisation en risques industriels et sûreté de fonctionnement	
19	U																	MScd	Master de spécialisation en transport et logistique	
20	U																		Bachelier en architecture	
20	U																	M	Master en architecture	
20	EPS																	M	Master en urbanisme et aménagement du territoire	
20	U																		MS	Master de spécialisation en management territorial et urbain
20	U																		MS	Master de spécialisation en urbanisme et aménagement du territoire
22	HE																		Bachelier en 3D temps réel	

22	HE	B							Bachelier en animation 3D et effets spéciaux (VFX)
22	HE	B							Bachelier en arts graphiques
22	HE	B							Bachelier en arts du tissu
22	HE	B							Bachelier en éco-design produits
22	HE+EPS	B							Bachelier en publicité
22	EPS	B							Bachelier en scénographie
22	HE+EPS	B							Bachelier : styliste-modéliste
22	HE				BS				Bachelier de spécialisation en accessoires de mode
22	HE				BS				Bachelier de spécialisation en innovation en textiles et surfaces souples
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA+EPS	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin et technologie en architecture
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images plurielles imprimées
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA	B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme d'objets ou esthétique industrielle

22	ESA		B							Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme de mode
22	ESA			BS						Bachelier de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité - conception - rédaction
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art dans l'espace public
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée - éditions
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : céramique
22	ESA				B					Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation
22	ESA					M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : cinéma d'animation

22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle et graphique
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : communication visuelle
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : conservation et restauration des oeuvres d'art
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design du livre et du papier
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design industriel
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design numérique
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design textile
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain
22	ESA						M				Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design urbain
22	ESA										Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin

22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espace urbain
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : gravure et image imprimée
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : images dans le milieu
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : installation, performance
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : lithographie
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité

22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : sérigraphie
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme et création de mode
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : tapisserie - arts textiles
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : typographie
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie
22	ESA										B	Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : vidéographie
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : accessoires
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art en réseau
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art performance
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale
22	ESA											Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : espaces audio-vidéo

22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : industries de création
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : politique et expérimentation graphiques
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques éditoriales
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'art - outils critiques
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques de l'exposition
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : pratiques et théories de l'art
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : récits et expérimentation
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : scénographie de produits
22	ESA									M			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : textes et création littéraire
22	ESA										MScd		Master de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : design d'innovation sociale
23	ESA					B							Bachelier : agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique ⁶
23	ESA					B							Bachelier en musique : formation musicale ⁷
23	ESA					B							Bachelier en musique : formation de musicien intervenant
23	ESA					B							Bachelier en musique : lutherie
23	ESA					B							Bachelier en musique : musiques improvisées de tradition orale
23	ESA					B							Bachelier en musique : rythmes et rythmiques
23	ESA											B	Bachelier en musique : accordéon

⁶ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2026-2027.

⁷ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2026-2027.

23	ESA											Master en musique : accordéon
23	ESA					B						Bachelier en musique : alto
23	ESA								M			Master en musique : alto
23	ESA					B						Bachelier en musique : art lyrique
23	ESA								M			Master en musique : art lyrique
23	ESA					B						Bachelier en musique : basse continue et continuo
23	ESA								M			Master en musique : basse continue et continuo
23	ESA					B						Bachelier en musique : basson
23	ESA								M			Master en musique : basson
23	ESA					B						Bachelier en musique : basson baroque et classique
23	ESA								M			Master en musique : basson baroque et classique
23	ESA					B						Bachelier en musique : batterie
23	ESA								M			Master en musique : batterie
23	ESA					B						Bachelier en musique : chant
23	ESA								M			Master en musique : chant
23	ESA					B						Bachelier en musique : chant jazz
23	ESA								M			Master en musique : chant jazz
23	ESA					B						Bachelier en musique : clarinette
23	ESA								M			Master en musique : clarinette
23	ESA					B						Bachelier en musique : clarinette classique et baroque
23	ESA								M			Master en musique : clarinette classique et baroque
23	ESA					B						Bachelier en musique : clarinette jazz
23	ESA								M			Master en musique : clarinette jazz
23	ESA					B						Bachelier en musique : clavecin
23	ESA								M			Master en musique : clavecin
23	ESA					B						Bachelier en musique : composition
23	ESA								M			Master en musique : composition
23	ESA					B						Bachelier en musique : composition et arrangement jazz
23	ESA								M			Master en musique : composition et arrangement jazz

23	ESA									Bachelier en musique : composition, musiques appliquées et interactives
23	ESA							M		Master en musique : composition, musiques appliquées et interactives
23	ESA						B			Bachelier en musique : contrebasse
23	ESA							M		Master en musique : contrebasse
23	ESA						B			Bachelier en musique : contrebasse et violone
23	ESA							M		Master en musique : contrebasse et violone
23	ESA						B			Bachelier en musique : contrebasse jazz
23	ESA							M		Master en musique : contrebasse jazz
23	ESA						B			Bachelier en musique : cor
23	ESA							M		Master en musique : cor
23	ESA						B			Bachelier en musique : cor naturel
23	ESA							M		Master en musique : cor naturel
23	ESA						B			Bachelier en musique : cornemuse
23	ESA							M		Master en musique : cornemuse
23	ESA						B			Bachelier en musique : cornet à bouquin
23	ESA							M		Master en musique : cornet à bouquin
23	ESA						B			Bachelier en musique : flûte à bec
23	ESA							M		Master en musique : flûte à bec
23	ESA						B			Bachelier en musique : flûte jazz
23	ESA							M		Master en musique : flûte jazz
23	ESA						B			Bachelier en musique : flûte traversière
23	ESA							M		Master en musique : flûte traversière
23	ESA						B			Bachelier en musique : flûte traversière baroque et classique
23	ESA							M		Master en musique : flûte traversière baroque et classique
23	ESA						B			Bachelier en musique : guitare
23	ESA							M		Master en musique : guitare
23	ESA						B			Bachelier en musique : guitare basse

23	ESA																	Master en musique : guitare basse
23	ESA																	Bachelier en musique : guitare jazz
23	ESA																	Master en musique : guitare jazz
23	ESA																	Bachelier en musique : harmonica
23	ESA																	Master en musique : harmonica
23	ESA																	Bachelier en musique : harpe
23	ESA																	Master en musique : harpe
23	ESA																	Bachelier en musique : harpe ancienne
23	ESA																	Master en musique : harpe ancienne
23	ESA																	Bachelier en musique : hautbois
23	ESA																	Master en musique : hautbois
23	ESA																	Bachelier en musique : hautbois baroque et classique
23	ESA																	Master en musique : hautbois baroque et classique
23	ESA																	Bachelier en musique : informatique musicale
23	ESA																	Master en musique : informatique musicale
23	ESA																	Bachelier en musique : luth et cordes pincées
23	ESA																	Master en musique : luth et cordes pincées
23	ESA																	Bachelier en musique : mandoline
23	ESA																	Master en musique : mandoline
23	ESA																	Bachelier en musique : musette
23	ESA																	Master en musique : musette
23	ESA																	Bachelier en musique : musique électroacoustique - composition acousmatique
23	ESA																	Master en musique : musique électroacoustique - composition acousmatique
23	ESA																	Bachelier en musique : musique électroacoustique - composition mixte
23	ESA																	Master en musique : musique électroacoustique - composition mixte

23	ESA											Bachelier en musique : orgue
23	ESA							M				Master en musique : orgue
23	ESA						B					Bachelier en musique : percussions
23	ESA							M				Master en musique : percussions
23	ESA						B					Bachelier en musique : piano
23	ESA							M				Master en musique : piano
23	ESA						B					Bachelier en musique : piano jazz
23	ESA							M				Master en musique : piano jazz
23	ESA							M				Master en musique : piano d'accompagnement
23	ESA							M				Master en musique : pianoforte
23	ESA						B					Bachelier en musique : saxophone
23	ESA							M				Master en musique : saxophone
23	ESA						B					Bachelier en musique : saxophone jazz
23	ESA							M				Master en musique : saxophone jazz
23	ESA						B					Bachelier en musique : trombone
23	ESA							M				Master en musique : trombone
23	ESA						B					Bachelier en musique : trombone et sacqueboute
23	ESA							M				Master en musique : trombone et sacqueboute
23	ESA						B					Bachelier en musique : trombone jazz
23	ESA							M				Master en musique : trombone jazz
23	ESA						B					Bachelier en musique : trompette
23	ESA							M				Master en musique : trompette
23	ESA						B					Bachelier en musique : trompette jazz
23	ESA							M				Master en musique : trompette jazz
23	ESA						B					Bachelier en musique : trompette naturelle
23	ESA							M				Master en musique : trompette naturelle
23	ESA						B					Bachelier en musique : tuba
23	ESA							M				Master en musique : tuba
23	ESA						B					Bachelier en musique : vibraphone

23	ESA											Master en musique : vibraphone
23	ESA											Bachelier en musique : viole de gambe
23	ESA											Master en musique : viole de gambe
23	ESA											Master en musique : viole d'amour
23	ESA											Bachelier en musique : violon
23	ESA											Master en musique : violon
23	ESA											Bachelier en musique : violon baroque
23	ESA											Master en musique : violon baroque
23	ESA											Bachelier en musique : violon jazz
23	ESA											Master en musique : violon jazz
23	ESA											Bachelier en musique : violoncelle
23	ESA											Master en musique : violoncelle
23	ESA											Bachelier en musique : violoncelle baroque
23	ESA											Master en musique : violoncelle baroque
23	ESA											Master en musique : direction chorale
23	ESA											Master en musique : direction d'orchestre
23	ESA											Master en musique : écritures classiques
23	ESA											Master en musique : éducation musicale
23	ESA											Master en musique : formation musicale
24	ESA											Bachelier en théâtre et arts de la parole : art dramatique
24	ESA											Master en théâtre et arts de la parole : art dramatique
24	ESA											Master en théâtre et arts de la parole : production théâtrale - porteur de projet
25	EPS											BES régisseur général de spectacle
25	ESA											Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : arts du cirque
25	ESA											Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : image

25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : montage et scripte
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : multimédia
25	ESA		B								Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : son
25	ESA				B						Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : interprétation dramatique
25	ESA				B						Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : réalisation cinéma et radio-télévision
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité réalisation
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité gestion de production
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité assistantat
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité écriture
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité image
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité son
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : cinéma, spécialité montage
25	ESA					M	M				Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité assistantat

25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et technique de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité écriture
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité gestion de production
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité montage
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation multimédia
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation radio - télévision
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité son
25	ESA								B			Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité écriture
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité gestion de production
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité interprétation
25	ESA									M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité mise en scène

25	ESA																		Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité scénographie, décors et costumes
25	U																		Master en arts du spectacle
26	ESA																		Bachelier en danse : interprétation
26	ESA																		Master en danse : interprétation
26	ESA																		Master en danse : danse et pratiques chorégraphiques
1 3 4	U																		Master de spécialisation en cultures et pensées cinématographiques
1 6 9	U																		Bachelier en sciences philosophique, politique et économique
1 14 6 15 9 17 11 18 12	U																		Master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires
5 19	HE																		Bachelier en jeu vidéo
5 19	HE																		Master en jeu vidéo
15 16 17 19	HE																		Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en technologies de la santé
17 19	HE																		Bachelier en bioqualité
22 23	ESA																		Master en art et créations sonores

Annexe n°2 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

ANNEXE 3

Annexe III au décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Liste des habilitations à organiser des études supérieures de plein exercice

Code	Arrondissement administratif		Arrondissement administratif		Arrondissement administratif	
	Code		Code		Code	
21	Bruxelles-Capitale	57	Tournai-Mouscron	82	Bastogne	
25	Nivelles	58	La Louvière	83	Marche-en-Famenne	
51	Ath	61	Huy	84	Neufchâteau	
52	Charleroi	62	Liège	85	Virton	
53	Mons	63	Verviers	91	Dinant	
55	Soignies	64	Waremmes	92	Namur	
56	Thuin	81	Arlon	93	Philippeville	

III. 1. Habilitations des Universités

Domaine		TL				Ulg	UCL	ULB	UMons	UNamur	USL-B
		B180	M60	M120	2e cycle 180						
Habilitations											
L'habilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.											
1	B					62	25	21		92	21
1		M	M			62	25	21			
1			M				25	21			
1	B						25				
1			M				25				
1	B							21			
1		M	M					21			
2	B						25				
2		M	M				25				
2			M				25				
3	B					62	25	21		92	21
3		M	M			62	25	21			
3			M			62	25	21			
3	B							21			
3		M	M					21			
3	B					62	25	21			
3		M	M			62	25	21			
3	B					62	25	21		92	21
3		M	M			62	25	21			
3	B					62	25	21			
3		M	M			62	25	21			
3	B							21			
3		M	M					21			
3	B							21			
3		M	M					21			
3	B					62	25	21		53	21
3		M	M			62	25	21		53	

Légende

Ulg : Université de Liège

UCL : Université catholique de Louvain

ULB : Université libre de Bruxelles

UMons : Université de Mons

UNamur : Université de Namur

USL-B : Université Saint-Louis - Bruxelles

Malt : master en alternance

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

3										62	25	21	53	
3				M					Master en traduction					
3				M					Master en linguistique	62	25	21		
3	B								Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation classiques	62	25	21		21
3				M					Master en langues et lettres anciennes, orientation classiques	62	25	21		
3	B								Bachelier en langues et lettres anciennes, orientation orientales	62	25	21		
3				M					Master en langues et lettres anciennes, orientation orientales	62	25	21		
3	B								Bachelier en langues et lettres anciennes et modernes	62	25			92
3				M					Master en langues et lettres anciennes et modernes	62	25			
3								MS	Master de spécialisation en études africaines			21		
3								MS	Master de spécialisation en linguistique appliquée				53	
3								MS	Master de spécialisation en sciences du langage			21	53	
4	B								Bachelier en histoire	62	25	21		21
4				M					Master en histoire	62	25	21		
4	B								Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation générale	62	25	21		92
4				M					Master en histoire de l'art et archéologie, orientation générale	62	25	21		
4									Master en histoire de l'art et archéologie, orientation archéométrie	62				
4	B								Bachelier en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie	62	25	21		
4				M					Master en histoire de l'art et archéologie, orientation musicologie	62	25	21		
4								MS	Master de spécialisation en cultures visuelles		25			
5	B								Bachelier en information et communication	62	25	21		92
5									Master en information et communication	62	25	21		
5				M					Master en journalisme	62	25	21		
5									Master en communication	62	25	21		
5				M					Master en communication multilingue	62	25	21		
5									Master en sciences et technologies de l'information et de la communication	62	25	21	52	
6									Master en gestion des ressources humaines	62	25	21		
6	B								Bachelier en sciences humaines et sociales	62	25	21	53	
6									Master en politique économique et sociale		25	52	53	
6	B								Bachelier en sciences politiques, orientation générale	62	25	21		92
6				M					Master en sciences politiques, orientation générale	62	25	21		
6									Master en sciences politiques, orientation relations internationales	62	25	21		
6									Master en études européennes	62	25	21		21

6			M		Master en administration publique	62	25 52 53	21					
6	B				Bachelier en sociologie et anthropologie	62	25	21	92	21			
6		M			Master en sociologie et anthropologie	62	25	21					
6			M		Master en sociologie	62	25	21					
6			M		Master en anthropologie	62	25	21					
6		M			Master en sciences du travail	62	25	21 52					
6			Malt		Master en sciences du travail	62		21 52					
6			M		Master en sciences de la population et du développement	62	25	21					
6				MS	Master de spécialisation en action humanitaire internationale		25						
6				MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en études européennes		25	21		21			
6				MS	Master de spécialisation en méthodes quantitatives en sciences sociales		25						
6				MS	Master de spécialisation en sociologie-anthropologie			21					
7	B				Bachelier en droit	62	25	21	92	21			
7			M		Master en droit	62	25	21					
7				MS	Master de spécialisation en droit économique			21					
7				MS	Master de spécialisation en droit européen	62	25	21			92		
7				MS	Master de spécialisation en droit des technologies de l'information et de la communication								
7				MS	Master de spécialisation en droit fiscal	62	25	21					
7				MS	Master de spécialisation en droit international		25	21					
7				MS	Master de spécialisation en droit social			21					
7				MS	Master de spécialisation en notariat	62	25	21					
7				MS	Master de spécialisation en droit de l'environnement et droit public immobilier		25			21			
7				MScd	Master de spécialisation en droits humains		25		92	21			
8			M		Master en criminologie	62	25	21					
9	B				Bachelier : ingénieur de gestion	62	25 53	21	53	92	21		
9			M		Master : ingénieur de gestion	62	25 53	21	53	92			
9	B				Bachelier en sciences économiques et de gestion			21					
9	B				Bachelier en sciences économiques, orientation générale			21					
9		M			Master en sciences économiques, orientation générale	62	25	21		92			
9			M		Master en sciences économiques, orientation économétrie	62	25	21					
9	B				Bachelier en sciences de gestion	62	53	21	52 53				
9		M			Master en sciences de gestion		25 52 53	21	52 53	92			
9			M		Master en gestion culturelle	62	53	21					
9			Malt		Master en sales management	62							
9				MS	Master de spécialisation en entrepreneuriat	62							

9				MS	Master de spécialisation en gestion des risques financiers	62							21
9				MScd	Master de spécialisation en microfinance - Specialized master in microfinance							21	53
9				MScd	Master de spécialisation en économie internationale et du développement - Specialized master in international and development economics		25						92
10	B				Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation générale	62	25	21			52	53	
10	B				Bachelier en sciences psychologiques et de l'éducation, orientation logopédie	62	25	21			53		
10		M			Master en sciences de l'éducation	62	25	21			52	53	
10		M			Master en logopédie	62	25	21					
10		M			Master en sciences psychologiques	62	25	21			53		
10		M			Master en sciences de la famille et de la sexualité		25						
10				MS	Master de spécialisation en cliniques psycho-thérapeutiques intégrées		25						
10				MS	Master de spécialisation en pédagogie universitaire et de l'enseignement supérieur	62	25	21			53	92	
11	B				Bachelier en médecine	62	21	21			53	92	
11			M		Médecin	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en anatomie pathologique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en anesthésie-réanimation	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en cardiologie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en chirurgie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en chirurgie orthopédique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en dermatologie-vénérologie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en gastro-entérologie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en génétique clinique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en gériatrie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en gestion de données de santé	62							
11				MSSS	Master de spécialisation en gynécologie-obstétrique	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine aiguë	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine d'urgence	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine du travail	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine interne	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine générale	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine légale	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine nucléaire	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine nucléaire	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en médecine physique et en réadaptation	62	21	21					
11				MScd	Master de spécialisation en médecine transfusionnelle	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en neurochirurgie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en neurologie	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en neuropsychiatrie	62							
11				MSSS	Master de spécialisation en oncologie médicale	62	21	21					
11				MSSS	Master de spécialisation en ophtalmologie	62	21	21					

11					MSSS	Master de spécialisation en oto-rhino-laryngologie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en pédiatrie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en pneumologie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie	62		21		
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie de l'adulte		21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en psychiatrie, orientation psychiatrie infanto juvénile	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en radiodiagnostic	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en radiothérapie-oncologie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en rhumatologie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en stomatologie	62	21	21		
11					MSSS	Master de spécialisation en urologie	62	21	21		
12	B					Bachelier en médecine vétérinaire	62	25	21		92
12				M		Médecin vétérinaire	62				
12				M		Master one-health - gestion de la santé publique et animale	62				
12					MSSS	Master de spécialisation en sciences vétérinaires: internat clinique	62				
12					MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources animales et végétales en milieux tropicaux	62				
13	B					Bachelier en sciences dentaires	62	21	21		
13				M		Master en sciences dentaires	62	21	21		
13					MSSS	Master de spécialisation en dentisterie générale	62	21	21		
13					MSSS	Master de spécialisation en orthodontie	62	21	21		
13					MSSS	Master de spécialisation en parodontologie	62	21	21		
14	B					Bachelier en sciences biomédicales	62	21	21	53	92
14				M		Master en sciences biomédicales	62	21	21		92
14				M		Master en sciences biomédicales	62	21	21	53	92
14	B					Bachelier en sciences pharmaceutiques	62	21	21	53	92
14				M		Master en sciences pharmaceutiques	62	21	21		
14					MSSS	Master de spécialisation en pharmacie d'industrie	62	21	21		
14					MSSS	Master de spécialisation en biologie clinique	62	21	21		
14					MSSS	Master de spécialisation en pharmacie hospitalière	62	21	21		
15				M		Master en sciences de la santé publique	62	21	21		
15					MScd	Master de spécialisation en méthodologie de la santé publique - Specialized master in public health methodology		21	21	53	
16	B					Bachelier en sciences de la motricité, orientation générale	62	25	21		
16				M		Master en sciences de la motricité, orientation générale	62	25	21		
16				M		Master en sciences de la motricité, orientation éducation physique	62	25	21		
16	B					Bachelier en kinésithérapie et réadaptation	62	25	21		
16				M		Master en kinésithérapie et réadaptation	62	25	21		
16					MS	Master de spécialisation en ostéopathie			21		
17	B					Bachelier en sciences biologiques	62	25	21	52	92
17				M		Master en sciences biologiques	62	25	21	53	92
17				M		Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	62	25	21	53	92

17		M		Master en biologie des organismes et écologie	62	25	21	53	92
17		M		Master en bioinformatique et modélisation	62	25	21		92
17		M		Master in molecular microbiology					92
17	B			Bachelier en sciences chimiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en sciences chimiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en science des données	62				
17		M		Master en science des données, orientation statistique		25			
17		M		Master en science des données, orientation technologies de l'information		25			
17	B			Bachelier en sciences géologiques	62	25	21		92
17		M	M	Master en sciences géologiques	62	25	21		
17	B			Bachelier en sciences géographiques, orientation générale	62	25	21		92
17		M		Master en sciences géographiques, orientation climatologie	62	25	21		
17		M	M	Master en sciences géographiques, orientation générale	62	25	21		
17		M		Master en sciences géographiques, orientation géomatique	62				
17		M		Master en sciences géographiques, orientation global change	62				
17		M		Master en océanographie	62				
17		M	M	Master en sciences et gestion de l'environnement	81		21		
17		M		Master en sciences et gestion du tourisme			21		
17	B			Bachelier en sciences informatiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en sciences informatiques	62	25	21	52 53	92
17		M		Master en sciences informatiques	62	25	21	52 53	92
17		Mait		Master en sciences informatiques				52	
17	B			Bachelier en sciences mathématiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en sciences mathématiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en statistique, orientation générale	62	25	21		
17		M		Master en statistique, orientation biostatistiques	52 92	25	21		
17		M		Master en sciences actuarielles		25	21		
17	B			Bachelier en sciences physiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en sciences physiques	62	25	21	53	92
17		M		Master en sciences spatiales	62				
17			MS	Master de spécialisation en archéométrie	62				
17			MS	Master de spécialisation en biotechnologie et biologie appliquée	62				
17			MS	Master de spécialisation en climatologie, glaciologie et océanographie	62				
17			MS	Master de spécialisation en cosmos exploration	62				
17			MS	Master de spécialisation en gestion durable de l'énergie	81				
17			MS	Master de spécialisation en informatique et innovation					92
17			MScd	Master de spécialisation en gestion des ressources aquatiques et aquaculture	62				92
17			MS	Master de spécialisation en science des données, big data			21		
17			MS	Master de spécialisation interdisciplinaire en sciences et gestion de l'environnement et du développement durable		25			
18	B			Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation bioingénieur	92	25	21		

18					Master : bioingénieur en chimie et bioindustries	92	25	21		
18		M			Master : bioingénieur en sciences et technologies de l'environnement	92	25	21		
18		M			Master : bioingénieur en gestion des forêts et des espaces naturels	92	25	21		
18		M			Master : bioingénieur en sciences agronomiques	92	25	21		
18		M			Master en sciences agronomiques et industries du vivant	92	25	21		
18				MScd	Master de spécialisation en économie et sociologie rurales	92				
18				MS	Master de spécialisation en génie brassicole		25			
18				MScd	Master de spécialisation en production intégrée et préservation des ressources naturelles en milieu urbain et péri-urbain	92				
18				MScd	Master de spécialisation en protection des cultures tropicales et subtropicales	92	25			
18				MScd	Master de spécialisation en sciences et technologie des aliments	62	25			
19	B				Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil	62	25	21	52 53	
19		M			Master : ingénieur civil biomédical	62	25	21		
19		M			Master : ingénieur civil des constructions	62	25	21		
19		M			Master : ingénieur civil des mines et géologue	62			53	
19		M			Master : ingénieur civil électricien	62	25	21	53	
19		M			Master : ingénieur civil électromécanicien	62	25	21		
19		M			Master : ingénieur civil en aérospatiale	62				
19		M			Master : ingénieur civil en chimie et science des matériaux	62	25	21	53	
19		M			Master : ingénieur civil en informatique	62	25	21		
19		M			Master : ingénieur civil en informatique et gestion				52 53	
19		M			Master : ingénieur civil en mathématiques appliquées		25			
19		M			Master : ingénieur civil en science des données	62	25			
19		M			Master : ingénieur civil mécanicien	62	25	21	53	
19		M			Master : ingénieur civil physicien	62	25	21		
19	B				Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil architecte	62	25	21	53	
19		M			Master : ingénieur civil architecte	62	25	21	53	
19				MScd	Master de spécialisation en transport et logistique					92
19				MS	Master de spécialisation en génie nucléaire	62	25	21		
19				MS	Master de spécialisation en gestion des risques et bien-être au travail	62	25	21	53	
19				MS	Master de spécialisation en nanotechnologies	62	25	21	53	92
19				MS	Master de spécialisation en conservation-restauration du patrimoine culturel immobilier	62	25	21	53	
19				MS	Master de spécialisation en construction navale	62				
19				MS	Master de spécialisation en gestion industrielle et technologique			21		
19				MS	Master de spécialisation en gestion totale de la qualité				52	
19				MS	Master de spécialisation en risques industriels et sûreté de fonctionnement			21		
19				MS	Master de spécialisation en ressources en eau	62	25			92
20	B				Bachelier en architecture	62	21 57	21	53	
20		M			Master en architecture	62	21 57	21	53	
20				MS	Master de spécialisation en urbanisme et aménagement du territoire	62	25	21		

25		M		Master en arts du spectacle	62	25	21	
1				Master de spécialisation en cultures et pensées cinématographiques				92
3			MS					
4				Bachelier en sciences philosophique, politique et économique		25		
1	B							
6								
9								

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°3 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

III. 2. Habilitations des Hautes Ecoles

Domaine	TC		TL		Habilitations	HEPL	HELHa	HEPHC	HE Vinci	HELMO	HENaLux	HEG	EPHEC	HEH	HECh	HE ICHEC-ECAM-ISFSC	HEFF	HEZB	HEAJ	HELb	HERS	HEL	HELdB	HEPN
	B180	B240	B180	M60 M120																				
5	B				L'habilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	62					92							21						
5	B				Bachelier en bibliothécaire-documentaliste	62	57	52																
5	B				Bachelier en communication	62		52																
5					Bachelier en écriture multimédia	62																		
5		BS			Bachelier de spécialisation en gestion et préservation de l'information						92													
5				B	Bachelier en communication appliquée							21												

Légende

- HEPL : Haute Ecole de la Province de Liège
- HELHa : Haute Ecole Louvain en Hainaut
- HEPHC : Haute Ecole provinciale de Hainaut - Condorcet
- HE Vinci : Haute Ecole Léonard de Vinci
- HELMO : Haute Ecole libre mosane
- HENaLux : Haute Ecole de Namur-Liège-Luxembourg
- HEG : Haute Ecole Gallilée
- EPHEC : Haute Ecole Ephem
- HEH : Haute Ecole en Hainaut
- HECh : Haute Ecole Charlemagne
- HE ICHEC-ECAM-ISFSC : Haute Ecole ICHEC-ECAM-ISFSC
- HEFF : Haute Ecole Francisco Ferrer
- HEZB : Haute Ecole Bruxelles – Brabant
- HEAJ : Haute Ecole Albert Jacquard
- HELb : Haute Ecole libre de Bruxelles – Ilya Prigogine
- HERS : Haute Ecole Robert Schuman
- HEL : Haute Ecole de la Ville de Liège
- HELdB : Haute Ecole Lucia de Brouckère
- HEPN : Haute Ecole de la Province de Namur

Balt : bachelier en alternance
 Malt : master en alternance
 BScd : bachelier de spécialisation - coopération au développement

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

6			BS															21									
6				M														21									
7	B							53		62							21			92							
7	B					62		52		62	92					21		21									21
9	B							52 53 57		62 63	81	21						21		92							92
9	B					62		52		62					21												
9	B					62		52 53 57		62	81 92				21 25			21		92							92
9	B																										92
9	B																										92
9	B					62		57						21 25													
9	B								58 ¹																	92	
9	B								58 ²								63							62		92	
9	B							52 57																		21 25	
9	B							53											21								
9	B							53																			
9	B							53																		21	
9	B							53		62	92																
9	B							52												92					62	21	
9	B																							62			

¹ L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.² L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.³ L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.⁴ L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.⁵ L'arrondissement n°58 de cette habilitation sera remplacé par l'arrondissement n°52 à partir de l'année académique 2025-2026.

10	B									53	62	92					21				62	
10	B								53													
10	B								52													
10	B					62				21												
10	B									21	62											
10	B					62			52		62					53	21					25
10	B								52							57						
10	B								55			82				57						62
10	B								57		25	92									21	62
10	B								52		61					53					21	21
10	B								53		62					57					85	62
10	B								55		63					63					85	21
10	B								57												21	25
10	B								58 ⁶													
10	B					62																84
10	BS					62																
10	BS											92										
10	BS									21												
14	B					62				57												
14	B					62				52	21											21

⁶ Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

22			BS											21				
			Bachelier de spécialisation en innovation en textiles et surfaces souples															

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Annexe n°4 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

III. 3. Habilitations des écoles supérieures des arts

Domaine	TC	TL		Habilitations	ARBA Bxl	La Cambre	St-Luc Bxl	ERG	Le 75	BAL	St-Luc Liège	Arts ²	AC Tournai	St-Luc Tournai	IMEP	CRB	CRL	INSAS	IAD	ESAC	
		B180	M60																		M120
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : arts numériques			21														
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : bande dessinée							62										
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : création d'intérieurs			21							57							
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin et technologie en architecture			21														
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : graphisme			21	21													
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : illustration			21		21												
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : images plurielles imprimées																	
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : peinture					21												
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : photographie					21												
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité			21														
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : sculpture																	
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme d'objets ou esthétique industrielle																	
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : stylisme de mode																	
	B			Bachelier en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur	21		21														
	B			Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : architecture d'intérieur	21		21														

Voir la légende de l'annexe II pour le surplus.

Légende

ARBA Bxl : Académie royale des Beaux-Arts de la Ville de Bruxelles - Ecole supérieure des Arts

La Cambre : Ecole nationale supérieure des Arts visuels de La Cambre

St-Luc Bxl : Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Bruxelles

ERG : Ecole supérieure des Arts - Ecole de Recherche graphique

Le 75 : Ecole supérieure des Arts de l'Image LE 75

BAL : Beaux-Arts de Liège - École Supérieure des Arts

St-Luc Liège : Ecole supérieure des Arts Saint-Luc de Liège

Arts² : Arts²

AC Tournai : Académie des Beaux-Arts de la Ville de Tournai

St-Luc Tournai : Ecole supérieure des Arts Institut Saint-Luc à Tournai

IMEP : Institut supérieur de Musique et de Pédagogie

CRB : Conservatoire royal de Bruxelles

CRL : Conservatoire royal de Liège

INSAS : Institut national supérieur des Arts du Spectacle et des Techniques de Diffusion

IAD : Institut des Arts de Diffusion

ESAC : Ecole supérieure des Arts du Cirque

25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité réalisation radio - télévision										21	25
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : radio - télévision - multimédia, spécialité son										21	25
25		B			Bachelier en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication										21	
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité écriture										21	
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité gestion de production										21	
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité interprétation										21	
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité mise en scène										21	
25			M	M	Master en arts du spectacle et techniques de diffusion et de communication : théâtre et techniques de communication, spécialité scénographie, décors et costumes										21	
26		B			Bachelier en danse : interprétation								53	52		
26			M	M	Master en danse : interprétation								21	53	52	
													21			

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.
Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Annexe n°5 au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique

III. 4. Cohabilitations conditionnelles

Légende		Voir la légende de l'annexe II et des tableaux précédents de la présente annexe.				Forme d'enseignement	TC		TL		Cohabilitations La cohabilitation accordée pour un master en 120 crédits vaut pour l'ensemble des finalités y associées.	EES Partenaires	Arrondissements
Domaine		B180	B240	BS	B180		M60	M120	MS				
1	U							MS			ULB, ULg, UNamur	21, 62, 92	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21, 25	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21, 25	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21, 25	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21, 25	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21	
5	HE+U								M		HEG, UCL, ULB	21, 25	
5	HE+U								M		HE ICHÉC-ECAM-ISFSC, USL-B	21	
6	HE	B									HENaLLux, HERS	81	
6	HE+EPS	B									Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Frameries, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Cofontaine-Jurbise, EAFC des Hauts-Pays, EAFC Jean Meunier, HEH	53	
6	EPS	B									Cours pour éducateurs en fonction, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale (IPESPS), Ecole de Commerce et d'Informatique (ECI)	62	
6	HE								M		HENaLLux, HELHa	92, 25	
6	HE								M		HELMo, HEPL	62	
6	HE								M		HEPHC, HEH	52, 56	
6	HE+U								M		HEPL, ULg	62	

6	HE+U								Master en transitions et innovations sociales	UMons, UCL, HEH, HEPHC, HELHa	53
6	U		B						Bachelier en sciences humaines et sociales	UMons, ULB	52
6	U			MS					Master de spécialisation en études de genre	UCL, ULB, USL-B, ULg, UNamur, UMons	21, 25, 53, 62, 92
7	U		B						Bachelier en droit	ULB, UMons	53
7	U			MS					Master de spécialisation en approche interdisciplinaire des droits de l'enfant	ULB, UNamur, ULg, UCL, USL-B	21, 92, 62, 25
9	EPS	B							Bachelier : assistant de direction	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Morlanwelz – Mariemont; Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	58, 57
9	HE	B							Bachelier en commerce et développement	HE2B, HEFF	21
9	EPS	B							Bachelier en commerce extérieur ¹	Ecole supérieure des Affaires, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur	92
9	EPS	B							Bachelier en international business	Ecole supérieure des Affaires, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur	92
9	EPS	B							Bachelier en commerce extérieur ²	EAFc Evre, EAFc Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en international business	EAFc Evre, EAFc Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en comptabilité	EAFc Jean Meunier, EAFc des Hauts-Pays	53
9	EPS	B							Bachelier en comptabilité	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz, EAFc Ath	57, 51
9	HE	B							Bachelier en coopération internationale	HElMo, HEPL	62
9	EPS	B							Bachelier en coopération internationale	EAFc Evre, EAFc Uccle	21
9	EPS	B							Bachelier en e-business	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française - Cadets de Namur, Centre d'études supérieures d'Optométrie appliquées	92
9	HE+EPS	B							Bachelier en éco-solidarité	EAFc Jean Meunier, HEH, HEPHC; Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing; Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, EAFc des Hauts-Pays	53, 52, 62
9	HE	B							Bachelier en immobilier	HECh, HEAJ	62, 61
9	HE	B							Bachelier en management de la logistique	HECh, HEPL	62
9	HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	HECh, HERS	62, 84
9	EPS+HE	B							Bachelier en management du tourisme et des loisirs	EAFc Uccle, HEG	21

¹ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025

² Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025

9	EPS	B								Bachelier en management du tourisme et des loisirs	Institut Libre de formation permanente, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B								Bachelier en marketing	Université du travail - Institut d'enseignement technique commercial, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	52, 53
9	EPS	B								Bachelier en vente ³	EAFIC des Hauts-Pays, EAFIC Jean Meunier, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	53
9	EPS	B								Bachelier : sales account manager ⁴	EAFIC des Hauts-Pays, EAFIC Jean Meunier, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine	53
9	EPS	B								Bachelier en vente ⁵	Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B								Bachelier : sales account manager	Ecole industrielle et commerciale de la ville de Namur, Ecole supérieure des Affaires	92
9	EPS	B								Bachelier en sciences administratives et gestion publique	Ecole supérieure des Affaires, Institut provincial de formation sociale	92
9	HE+EPS					BScd				Bachelier de spécialisation en business data analysis	EPHEC, EPHEC Promotion sociale, HE Vinci	21
9	HE+EPS					BS				Bachelier de spécialisation en business data analysis	HENaLux, Ecole supérieure des Affaires	92
9	HE+EPS					BS				Bachelier de spécialisation en digital integrated supply chain	EPHEC, EPHEC Promotion sociale, HEG	21
9	HE+U						M			Master en gestion de l'entreprise	HE ICHEC-ECAM-ISFSC, HEFF, UCL, ULB	21, 25
9	HE						B			Bachelier en gestion publique	HEPL, HELMo	62
9	HE						M			Master en gestion publique	HEPL, HELMo	62
9	HE						Malt			Master en facility management	HELB, HE2B, HEFF, HELGB	21
9	HE+U						M			Master : ingénieur commercial	HE ICHEC-ECAM-ISFSC, UCL, ULB	21, 25
9	HE						Malt			Master en expertise comptable et fiscale	HELMo, HEPL, HENaLux	62, 92
9	HE+EPS						Malt			Master en expertise comptable et fiscale	HEFF, HELdB, E.P.F.C.1, E.P.F.C.3	21
9	HE						Malt			Master en expertise comptable et fiscale	HELHa, EPHEC	53, 25
9	U							MS		Master de spécialisation en accompagnement des professionnels de l'éducation, du management, de la santé et de l'action sociale	UNamur, UMons, HENaLux	92
9	U							MS		Master de spécialisation en économie sociale	UCL, Ulg	25, 62
9	U							MS		Master de spécialisation en entreprises et politiques économiques européennes	UCL, USL-B	25
10	HE	B								Bachelier en coaching sportif	HE Vinci, HEFF, HEG, HE2B	21, 25
10	HE	B								Bachelier en coaching sportif	HECh, HEPL	62

³ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

⁴ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026.

⁵ Cette ligne sera supprimée à partir de l'année académique 2023-2024.

10	EPS	B							Bachelier : éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale et de formation continue, Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	25
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires	HE2B, HEFF, HELdB	21, 25
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation : accompagnateur en milieux scolaires	HELMo, HECh	62
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation en gérontologie psycho-éducatif	HEPHC, HELHa, HEH	52
10	HE+EPS		BS						Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	Institut provincial de formation sociale, HEPN	92
10	HE+EPS		BS						Bachelier de spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	Cours pour éducateurs en fonction, HELMo	62
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation en intégration des technologies nouvelles au service de l'enseignement	HE2B, HEFF	21
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement	HEFF, HE Vinci, HE2B	21, 25
10	HE		BS						Bachelier de spécialisation en préparation physique et entraînement	HECh, HEPL, HELMo	62
10	U			M					Master en orthopédagogie clinique	UMons, ULB, ULg	53, 21, 62
14	HE	Balt							Bachelier en biopharmaceutique	HELHa, HEPHC	52
14	HE+EPS	B							Bachelier en diététique ⁶	HEPHC, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Lise Thiry	52
14	U			M					Master en sciences pharmaceutiques	UMons, ULB	53
14	U			M					Master en sciences pharmaceutiques	UNamur, UCL	92, 21
14	U				MSSS				Master de spécialisation en dermatopharmacie et cosmétologie	ULB, ULg	21, 62
15	HE+EPS	B							Bachelier en orthoptie	HELB, Institut supérieur de promotion sociale libre de Bruxelles – Ilya Prigogine, HE Vinci	21
15	HE+EPS		BS						Bachelier de spécialisation : cadre de santé ⁷	Institut provincial de formation sociale, HEPN	92
15	HE		BS						Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en radiothérapie	HEG, HELHa, HENaLux, HEPL, HE Vinci, HEPN	21, 52, 62
15	HE+U			M					Master en sciences infirmières	HELB, HEG, HE Vinci, HEFF, ULB, UCL	21
15	HE+U			M					Master en sciences infirmières	HEPHC, UMons, ULB	52, 53, 57, 21
15	HE+U			M					Master en sciences infirmières	ULg, HEPL, HELMo, HERS	62
15	HE+U			M					Master en sciences infirmières	HENaLux, HELHa, HEPN, UCL, UNamur	92
15	U				MScd				Master de spécialisation en science de la santé publique - analyse et évaluation des politiques, programmes et systèmes de santé internationale	UCL, ULB	21
16	HE	B							Bachelier en ergothérapie	HELB, HE2B	21
16	HE	B							Bachelier en psychomotricité	HEAL, HEPN	92
16	HE	B							Bachelier en psychomotricité	HELMo, HEPL	62
16	HE+EPS	B							Bachelier en psychomotricité	HELHa, Centre d'enseignement supérieur pour adultes à Roux	52

⁶ Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

⁷ Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

16	EPS	B								Bachelier en psychomotricité	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège, Cours pour éducateurs en fonction	62
17	EPS	B								Bachelier en informatique de gestion	EAFc Sud-Luxembourg, EAFc Famenne Ardenne	81, 83
17	EPS	B								Bachelier en informatique de gestion	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	53, 57
17	EPS	B								Bachelier en informatique de gestion	EAFc Mouscron Wallonie picarde, Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	57
17	EPS	B								Bachelier en informatique et systèmes, orientation sécurité des systèmes	EAFc Uccle, E.P.F.C.1, EPHEC Promotion sociale, Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale	21
17	HE		BS							Bachelier de spécialisation en sécurité des réseaux et systèmes informatiques	HEPHC, HEH	57
17	U			B						Bachelier en sciences biologiques	ULB, UMons	52
17	U				M					Master en biochimie et biologie moléculaire et cellulaire	ULB, UMons	52
17	U			B						Bachelier en sciences informatiques	UCL, UNamur	52
17	U				M					Master en sciences informatiques	UNamur, ULB, UMons	52
17	HE+U				M					Master en architecture des systèmes informatiques	HENaLux, UNamur	83, 92
17	HE+U				M					Master en cybersécurité	ULB, Ecole Royale militaire, UNamur, UCL, HE2B, HELB	21, 25, 92
17	U				M					Master en smart rurality	UNamur, UCL, ULg	92, 25, 62, 81
17	U					MScd				Master de spécialisation en gestion des risques et des catastrophes à l'ère de l'anthropocène	ULg, UNamur	81
17	U					MScd				Master de spécialisation en nexus eau-énergie-alimentation	ULg, UCL	81, 25
18	HE+EPS	B								Bachelier en agronomie, orientation systèmes alimentaires durables et locaux	HELHa, HEPHC, Collège technique "Aumôniers du travail"	52
18	HE+EPS		BS							Bachelier de spécialisation en agroécologie	HEPHC, Institut des Arts et Métiers du Centre	51, 55
18	HE+U				M					Master en management de l'innovation et de la conception des aliments	ULg, HECh	62, 92
18	HE+U			B						Bachelier : architecte paysagiste	HECh, ULg, ULB	92, 21, 62
18	HE+U				M					Master : architecte paysagiste	HECh, ULg, ULB	92, 21, 62
18	U				M					Master en agroécologie	ULg, ULB, Université de Paris-Saclay	92, 81, 21, 62
18	U					MScd				Master de spécialisation en sciences et gestion de l'environnement dans les pays en développement	ULg, UCL	81, 25
19	HE	B								Bachelier en biotechnique	HEH, HEPHC	53
19	EPS	B								Bachelier en construction	Ateliers Saint-Luc, Institut technique supérieur Cardinal Mercier - Promotion sociale	21
19	EPS	B								Bachelier en dessin des constructions mécaniques et métalliques	Institut Saint-Laurent - Promotion sociale, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	62

19	EPS	B							Bachelier en électromécanique, orientation électromécanique et maintenance	Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing, Institut de technologie - Enseignement de promotion sociale	62
19	HE	B							Bachelier en électronique, orientation électronique appliquée	HELB, HEFF	21
19	HE	Balt							Bachelier en génie électrique	HELHa, HEPHC	52
19	EPS	B							Bachelier en techniques graphiques, orientation techniques infographiques	Institut supérieur industriel de la province de Hainaut, Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	52, 53
19	HE+U+ESA								Master en architecture transmédia	HEAJ, IMEP	92
19	HE								Master en gestion intelligente des bâtiments	HERS, HENaLux	85, 81
19	U								Bachelier en sciences de l'ingénieur, orientation ingénieur civil	ULB, UMons	52
19	HE								Master en sciences de l'ingénieur industriel, orientation technologies des données du vivant	HEH, HELHa, HEPHC	53
19	U							MS	Master de spécialisation en génie des systèmes énergétiques	UMons, ULB	52
20	U							MS	Master de spécialisation en management territorial et urbain	ULB, UMons	52
22	HE	B							Bachelier en 3D temps réel	HELHa, HEPHC, HEH	53
22	HE	B							Bachelier en animation 3D et effets spéciaux (VFX)	HELHa, HEPHC	53
22	HE	B							Bachelier en éco-design produits ⁸	HEPHC, HEH	52
22	ESA						BS		Bachelier de spécialisation en arts plastiques, visuels et de l'espace : publicité - conception - rédaction	St-Luc Tournai, St-Luc Bxl, Le 75	57
22	ESA								Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : art performance	Le 75, La Cambre	21
22	ESA								Master en arts plastiques, visuels et de l'espace : dessin	BAL, La Cambre	21, 62
26	ESA								Master en danse : danse et pratiques chorégraphiques	La Cambre, INSAS	21, 52
1	14										
2	15										
6	17							MScd	Master de spécialisation en gestion intégrée des risques sanitaires	ULg, UNamur, ULB	62, 21, 92
9	18										
12											
5	19								Bachelier en jeu vidéo	HEAJ, HEPHC, HEH	92, 52
5	19						B		Master en jeu vidéo	HEAJ, HEH	92, 52
15											
16											
17							BS		Bachelier de spécialisation interdisciplinaire en technologies de la santé	EPHEC, HE Vinci, HEG	21
19											
17									Bachelier en bioqualité	HE Vinci, HELHa	21, 53
19											
22									Master en art et créations sonores	ARBA Bxl, CRB, ERG	21
23											
22											
23											
24											
25									Master en production de projets artistiques	CRB, INSAS, La Cambre	21

⁸ Cette habilitation produira ses effets à partir de l'année académique 2023-2024.

22 24	ESA				M		Master en arts de la marionnette	Arts ² , AC Tourmai	53, 57
----------	-----	--	--	--	---	--	----------------------------------	--------------------------------	--------

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'Enseignement supérieur, d'Enseignement de Promotion sociale et de Recherche scientifique.

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

Habitations des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale	FASSE	Arrondissement administratif	N° de l'établissement	N° de l'établissement	Niveau académique	
					Niveau	Niveau
École supérieure des Arts de Bruxelles	2075	Bruxelles	2075	Bruxelles		
Institut Libre de Sciences Appliquées	3147	Namur	3147	Namur		
Institut provincial de promotion sociale	3012	Namur	3012	Namur		
Institut provincial de promotion sociale et de formation continue	4441	Liège	4441	Liège		
Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continue en zotares wallon	3170	Liège	3170	Liège		
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Flandre	1437	Bruxelles	1437	Bruxelles		
Centre d'enseignement supérieur pour adultes	379	Bruxelles	379	Bruxelles		
Centre d'enseignement supérieur pour adultes	379	Bruxelles	379	Bruxelles		
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Tournai - Timpulve	1704	Bruxelles	1704	Bruxelles		
EFAC Liège	449	Bruxelles	449	Bruxelles		
Institut provincial de promotion sociale - Orientation commerciale	2257	Liège - Luxembourg	2257	Liège - Luxembourg		
Institut provincial de promotion sociale - Orientation technologique	2441	Liège - Luxembourg	2441	Liège - Luxembourg		
EFAC Hesbaye-Charroz	2420	Liège - Luxembourg	2420	Liège - Luxembourg		
Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colombie	1397	Liège	1397	Liège		
Institut de formation supérieure de Wavre - IFOSUP	714	Liège	714	Liège		

(1) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026
 (2) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025
 (3) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2024-2025
 (4) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026
 (5) Cette colonne sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026
 (6) Cette habitation sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026
 (7) Cette habitation sera supprimée à partir de l'année académique 2025-2026

Habitations des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale - études de spécialisation		IPASE	Arrondissement administratif	Pôle académique	Bachelier de spécialisation :													
Domaine					9	9	9	9	9	9	9	9	10	10	15	15	18	
Centre formation pour les sœurs infirmiers et de la santé ACN	521	21	Bruxelles												X			
Ecole pratique des hautes études commerciales	3238	21	Bruxelles	X											X			
EPFC 2	167	21	Bruxelles	X														
EPFC 3	189	21	Bruxelles	X					X									
EPFC 9	162	21	Bruxelles											X				
Institut Roger Guilbert	41	21	Bruxelles											X				
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Leo Thy	956	52	Hainuyer												X			
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale Henri La Fontaine	1220	53	Hainuyer					X										
EAFIC des Hauts-Pays	1135	53	Hainuyer											X				
IEPSCF Libramont-Bertrix	2713	84	Liège - Luxembourg												X			
Cours pour éducateurs en fonction	2051	62	Liège - Luxembourg					X										
Ecole de commerce et d'industrie - ERS	2047	62	Liège - Luxembourg					X										
Institut provincial d'enseignement de promotion sociale	2022	62	Liège - Luxembourg							X					X			
Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale	2150	62	Liège - Luxembourg					X										
Institut de technologies - EPS	2023	62	Liège - Luxembourg												X			
Ecole supérieure des affaires	2975	92	Namur					X										
Institut provincial de formation sociale	3012	92	Namur					X										
Centre d'enseignement supérieur pour adultes	979	21 et 52	Hainuyer					X										
Institut provincial des Arts et Métiers du Centre	1422	55	Hainuyer												X			
IEPSCF Tournai-Antwerp-Templeuve	1704	57	Hainuyer									X			X			

Vu pour être annexé au décret portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur, d'enseignement de promotion sociale et de Recherche scientifique

Bruxelles, le

Le Ministre-Président

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles

Valérie GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/32943]

20 JULI 2022. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en wetenschappelijk onderzoek

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. - Bepalingen betreffende het hoger onderwijs

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat*

Artikel 1. In artikel 22, § 1, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 2. In artikel 31, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "De benoemingsbesluiten bedoeld in artikel 22, § 1, en de aanwijzingen bedoeld in artikel 22, § 2" vervangen door de woorden "de aanwijzingen bedoeld in artikel 22, § 1, en artikel 22, § 2".

Art. 3. In artikel 50, vierde lid, van dezelfde wet, worden de woorden "De leden 5 en 6 van artikel 22 zijn van toepassing" vervangen door de woorden "Artikel 22, § 1, vierde lid, is van toepassing".

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen*

Art. 4. In bijlage II van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van het personeel van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de regel

Didactiek van een vak	a. het diploma van specialisatiemaster inzake, afdeling 1, 2 of 3, afhankelijk van het betrokken onderwijsniveau, of
	b. de graad van meester in het onderwijs afdeling 4 of
	c. een masterdiploma dat overeenstemt met een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met een van de cursussen die moeten worden gegeven zoals omschreven in deze bijlage, waarbij deze cursus deel uitmaakt van het programma van rechtstreekse of uitgestelde initiële lerarenopleiding zoals omschreven in het decreet van 7 februari 2019. Deze master wordt aangevuld met de academische graad van geaggregeerde meester in het onderwijs, Studievak 4, omschreven in de artikelen 24 en volgende van hetzelfde decreet, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs.
	Het bekwaamheidsbewijs vermeld onder a, b of c wordt aangevuld met het bekwaamheidsbewijs van master in de specialisatie lerarenopleiding zoals omschreven in de artikelen 42 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding. Vijf jaar ervaring als leraar in het leerplichtonderwijs is de vereiste kwalificatie.

wordt vervangen door de regel :

Didactiek van een discipline (1)	a. het diploma van master in de pedagogische specialisatie afdelingen 1 en 2 of
	b. het diploma van master in de pedagogische specialisatie afdelingen 3, 4 en 5 of
	c. de graad van meester in het onderwijs sectie 4 of
	d. een masterdiploma dat overeenstemt met een van de vereiste bekwaamheidsbewijzen die overeenstemmen met een van de opleidingen die moeten worden gegeven zoals omschreven in deze bijlage, waarbij deze opleiding deel uitmaakt van het programma van directe of uitgestelde initiële lerarenopleiding zoals omschreven in het decreet van 7 februari 2019. Dit masterdiploma wordt aangevuld met de academische graad van meester in het onderwijs, afdeling 5, zoals omschreven in artikel 31 van hetzelfde decreet, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs.
	Het bekwaamheidsbewijs vermeld onder a, b of c wordt aangevuld met het bekwaamheidsbewijs van master in de specialisatie lerarenopleiding zoals omschreven in de artikelen 51 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding. Vijf jaar ervaring als leraar in het leerplichtonderwijs is de vereiste kwalificatie.

(1) Deze regel zal in 2023-2024 in werking treden.

2° de regel

Beoefeningsleraar	Naargelang het niveau van het onderwijs en de betrokken vakken, het masterdiploma van de onderwijsspecialisatie afdeling 1, 2 of 3 aangevuld met het masterdiploma van de lerarenopleiding zoals gedefinieerd in de artikelen 42 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding. Vijf jaar ervaring als leraar in het leerplichtonderwijs op een niveau dat overeenkomt met dat waarop de toekomstige leraren die zij begeleiden worden voorbereid, is de vereiste kwalificatie.
-------------------	---

wordt vervangen door de regel:

Beoefeningsleraar(2)	Naargelang het niveau van het onderwijs en de betrokken vakken, het diploma van master in het onderwijs afdeling 1, 2 of 3 aangevuld met het bekwaamheidsbewijs van master in de specialisatie lerarenopleiding zoals omschreven in de artikelen 51 en volgende van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding. Vijf jaar ervaring als leraar in het verplichte onderwijs op een niveau dat overeenkomt met het niveau waarop de toekomstige leraren die zij begeleiden worden voorbereid, is de vereiste kwalificatie.
----------------------	--

(2) Deze regel zal in 2023-2024 in werking treden.

HOOFDSTUK 3. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de Hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten)*

Art. 5. In artikel 466ter van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de specifieke regels voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in Hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van de studenten), worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "en voor het academiejaar 2022-2023" toegevoegd na de woorden "voor het academiejaar 2021-2022";

2° in lid 2 worden de woorden "het volgende academiejaar" vervangen door de woorden "gedurende de academiejaren 2022-2023 en 2023-2024" en wordt het woord "vóór" ingevoegd tussen de woorden "indien het ambt overeenkomstig artikel 100 vacant wordt verklaard".

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen daarvan en tot opheffing van de uitvoeringsbesluiten ervan*

Art. 6. Artikel 1 van het decreet van 17 juli 2002 tot bepaling van het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie en van de voorwaarden voor het verkrijgen daarvan, wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op kandidaten voor het Getuigschrift van Pedagogische Bekwaamheid voor het Hoger Onderwijs (GPBHO) (CAPAES) bedoeld in artikel 2, 5° en op instellingen voor hoger onderwijs die gemachtigd zijn om de hierboven bedoelde opleiding te verstrekken, namelijk:

1° universiteiten die studies van de tweede cyclus organiseren;

2° hogescholen die postuniversitaire studies op het gebied van economie en management organiseren;

3° de instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie die het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid uitreiken aan houders van een diploma van hoger onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap".

Art. 7. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Er wordt een vijfde punt toegevoegd, dat als volgt luidt:

"5° Kandidaten voor het CAPAES: meesters praktijkopleiding, assistent-meesters en docenten aangeworven bij een hogeschool, alsmede hoogleraren algemene cursussen, technische cursussen, cursussen beroepspraktijk, technische cursussen en cursussen beroepspraktijk, cursussen psychologie-pedagogie-methodologie en bijzondere cursussen, aangeworven in het hoger onderwijs voor sociale promotie;

2° Er wordt een punt 6° toegevoegd, dat als volgt luidt:

"6° Administratie: de administratie belast met het hoger onderwijs".

Art. 8. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de woorden "meesters praktijkopleiding, assistent-meesters en docenten aangeworven bij een hogeschool, alsmede hoogleraren algemene cursussen, technische cursussen, cursussen beroepspraktijk, technische cursussen en cursussen beroepspraktijk, cursussen psychologie-pedagogie-methodologie en bijzondere cursussen, aangeworven in het hoger onderwijs voor sociale promotie" vervangen door de woorden "CAPAES-kandidaten".

Art. 9. In artikel 4, vijfde lid, 5de streepje, van hetzelfde decreet, worden de woorden "in artikel 4, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, hierna het decreet van 5 augustus 1995" vervangen door de woorden "in artikel 2 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie".

Art. 10. In artikel 5, § 5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "de vrijstellingen bedoeld in de artikelen 60 en 61 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten en in de artikelen 34 en 35 van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen" vervangen door de woorden "tot de valorisatie van studiepunten als bedoeld in artikel 117 van het decreet van 7 november 2013 en tot de valorisatie van kennis of competenties als bedoeld in artikel 67, vierde en vijfde lid, en artikel 119 van hetzelfde decreet".

Art. 11. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "van de hogeschool of van de instelling die hoger onderwijs organiseert met het oog op sociale promotie" vervangen door de woorden "van de instelling";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "De hogeschool of de instelling die hoger onderwijs organiseert met het oog op sociale promotie" vervangen door de woorden "De instelling waar de kandidaat zijn ambt bekleedt" en worden de woorden ", elk voor de leerkrachten die hem aanbelangen," geschrapt;

3° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "De instelling voor hoger onderwijs of de instelling die het hoger onderwijs van sociale promotie organiseert waar de kandidaat voor het CAPAES zijn ambt bekleedt" vervangen door de woorden "Deze instelling";

4° in paragraaf 2 worden de leden 4 en 5 vervangen door een lid 4 dat als volgt luidt:

"Het begeleidingsteam bestaat uit onderwijzende personeelsleden van de instelling waar de kandidaat zijn ambt bekleedt, die door de bevoegde overheid van deze instelling zijn erkend. Deze laatste kan in het begeleidingsteam personeelsleden van een andere instelling opnemen in het kader van een samenwerkingsakkoord als bedoeld in artikel 81, lid 2, van het voornoemde decreet van 7 november 2013." ;

5° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "op de vrijstellingen bedoeld in de artikelen 60 en 61 van het voormelde decreet van 31 maart 2004 en in de artikelen 34 en 35 van het voormelde decreet van 5 augustus 1995" vervangen door de woorden "op de valorisatie van studiepunten bepaald in artikel 117 van het decreet van 7 november 2013 en op de valorisatie van kennis of bekwaamheden bepaald in artikel 67, vierde en vijfde lid, en artikel 119 van hetzelfde decreet".

Art. 12. In artikel 8 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De CAPAES-commissie wordt voorgezeten door de ambtenaar-generaal belast met het hoger onderwijs of zijn vertegenwoordiger, een personeelslid van minstens rang 10, en is samengesteld uit twee kamers. De ene is bevoegd om de dossiers te onderzoeken van kandidaten die hun ambt uitoefenen in een hogeschool en de andere is bevoegd om de dossiers te onderzoeken van kandidaten die hun ambt uitoefenen in een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie.";

2° Paragraaf 3 wordt vervangen door de volgende tekst:

"§ 3. De kamer die bevoegd is om de dossiers van de kandidaten die een ambt uitoefenen in een hogeschool te onderzoeken, is als volgt samengesteld:

1° de Voorzitter bedoeld in paragraaf 2;

2° drie werkende vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers, personeelsleden die vastbenoemd of in vast verband aangeworven zijn of houders van het CAPAES, voorgedragen door *Wallonie-Bruxelles-Enseignement* en de federaties van inrichtende machten van het hoger onderwijs in hogescholen. Voor het gesubsidieerd vrij onderwijs vertegenwoordigen het werkend lid en een plaatsvervanger het confessioneel vrij onderwijs. Een tweede plaatsvervanger die het niet-confessionele vrije onderwijs vertegenwoordigt, zetelt wanneer het dossier van een kandidaat die personeelslid is van een niet-confessionele vrije instelling, wordt onderzocht. Het werkend lid en de plaatsvervanger die het confessionele vrije onderwijs vertegenwoordigt, worden in dit geval geacht verhinderd te zijn;

3° drie werkende vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers, voorgedragen door hun respectieve vakbondsorganisatie, onder personeelsleden die vastbenoemd of in vast verband aangeworven zijn of houders van het CAPAES;

4° een vertegenwoordiger van de instelling die verantwoordelijk is voor de opleiding van de kandidaat;

5° twee deskundigen per dossier, gekozen omwille van hun didactische ervaring in de specialiteit van de kandidaat, voorgedragen door ARES;

6° een secretaris of zijn plaatsvervanger, een lid van het personeel van de administratie.

De vakbondsorganisaties bedoeld in lid 1, 3°, zetelen in het Comité van Sector IX en het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor Openbare Diensten Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap), alsook in het Comité voor Onderhandeling en Overleg voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De vertegenwoordiger van de instelling die verantwoordelijk is met de opleiding van de kandidaat, bedoeld in lid 1, 4°, wordt gekozen door de instelling en wordt niet aangewezen door de Regering.

De twee deskundigen bedoeld in paragraaf 1, 5°, worden door de commissie gekozen op basis van het voorgelegde werk; zij worden niet benoemd door de Regering.

De secretaris bedoeld in lid 1, 6°, heeft geen stemrecht.";

3° Paragraaf 3bis wordt geschrapt;

4° Paragraaf 4 wordt vervangen door de volgende tekst

"§ 4. De kamer die belast is met het onderzoek van de dossiers van de kandidaten die in een instelling voor hoger onderwijs voor sociale promotie hun ambt uitoefenen, is als volgt samengesteld:

1° de Voorzitter bedoeld in paragraaf 2;

2° drie werkende vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers, personeelsleden die vastbenoemd of in vast verband aangeworven zijn of houders van het CAPAES, voorgedragen door *Wallonie-Bruxelles-Enseignement* en de federaties van de inrichtende machten voor sociale promotie. Voor gesubsidieerd vrij onderwijs staan het werkende lid en een plaatsvervanger voor confessioneel vrij onderwijs. Een tweede plaatsvervanger die het niet-confessionele vrije onderwijs vertegenwoordigt, zetelt bij het onderzoek van het dossier van een kandidaat die personeelslid is van een niet-confessionele vrije instelling. Het werkende lid en de plaatsvervanger die het confessionele vrije onderwijs vertegenwoordigt, worden in dit geval geacht verhinderd te zijn;

3° drie werkende vertegenwoordigers of hun plaatsvervangers, voorgedragen door hun respectieve vakbondsorganisatie, onder de personeelsleden personeelsleden die vastbenoemd of in vast verband aangeworven zijn of houders van het CAPAES;

4° een vertegenwoordiger van de instelling die verantwoordelijk is voor de opleiding van de kandidaat;

5° twee deskundigen per dossier, gekozen omwille van hun didactische ervaring in de specialiteit van de kandidaat, voorgedragen door ARES;

6° een secretaris of zijn plaatsvervanger, een lid van het personeel van de administratie.

De vakbondsorganisaties bedoeld in lid 1, 3°, zetelen in het Comité van Sector IX en het Provinciaal en Plaatselijk Comité voor Openbare Diensten Afdeling I (Onderafdeling Franse Gemeenschap), alsook in het Comité voor Onderhandeling en Overleg voor het statuut van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

De vertegenwoordiger van de instelling die belast is met de opleiding van de kandidaat, bedoeld in lid 1, 4°, wordt gekozen door de instelling en wordt niet aangewezen door de Regering.

De twee deskundigen bedoeld in lid 1, 5°, worden door de commissie gekozen op basis van het voorgelegde werk; zij worden niet benoemd door de Regering.

De secretaris bedoeld in paragraaf 1, 6°, heeft geen stemrecht;

5° Paragraaf 5 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De leden van de kamers van de Commissie bedoeld in artikel 8, § 3, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, en § 4, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, komen minstens eenmaal per jaar bijeen.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering;

6° Paragraaf 6 wordt vervangen door de volgende tekst:

"De Regering benoemt de leden bedoeld in artikel 8, § 3, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, en § 4, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 6°, van de kamers van de CAPAES-Commissie, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar.

7° Er wordt een nieuwe paragraaf 7 toegevoegd, die luidt als volgt:

"7. De in artikel 8, § 3 en 4 bedoelde kamers beraadslagen geldig wanneer de voorzitter en de secretaris, alsmede minstens de helft van de leden respectief bedoeld in artikel 8, § 3, eerste lid, 1° tot 5°, § 4, eerste lid, 1° tot 5°, aanwezig zijn.

Een lid dat lid is van het bestuurs- en/of het onderwijzend personeel van de instelling waar de kandidaat van wie het dossier op de agenda staat, is aangeworven of opgeleid, mag niet deelnemen aan de beraadslaging over het dossier van de kandidaat. Het lid kan echter wel aan de beraadslaging deelnemen indien hij lesgeeft op een ander vakgebied dan de aanvrager en/of niet betrokken is geweest bij de academische loopbaan van de aanvrager.

Beslissingen worden genomen met gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of zijn vertegenwoordiger doorslaggevend.

8° Er wordt een paragraaf 8 toegevoegd, die als volgt luidt:

"§ 8. Het mandaat van de leden van de CAPAES-commissie wordt niet bezoldigd, met uitzondering van de deskundigen bedoeld in § 3, eerste lid, 5°, en § 4, eerste lid, 5°, aan wie een toelage van 50 euro per dag van aanwezigheid in de CAPAES-commissie wordt toegekend.

De leden van de CAPAES-commissie hebben recht op de reglementaire vergoedingen voor reiskosten, overeenkomstig het Koninklijk Besluit van 18 januari 1965 houdende de algemene regeling van de reiskosten.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 8/1. - De kandidaten zenden hun beroepsdossier langs elektronische weg aan de secretaris van de commissie, overeenkomstig de door de administratie vastgestelde procedures.

Binnen 10 werkdagen na ontvangst van het dossier wordt aan de aanvrager een ontvangstbevestiging gestuurd of gegeven.

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel 8/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 8/2. - § 1. De CAPAES-commissie onderzoekt het beroepsdossier van de kandidaat binnen een termijn van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van het dossier. Deze termijnen worden in de maanden juli en augustus opgeschort.

Na afloop van het onderzoek van het dossier van de kandidaat kan de commissie:

1° het CAPAES aan de kandidaat uitreiken;

2° de beslissing schorsen;

3° het CAPAES aan de kandidaat weigeren toe te kennen.

In het geval bedoeld in lid 2, 1°, wordt het CAPAES vervolgens ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering of haar afgevaardigde.

§ 2. Wanneer de commissie beslist haar beslissing te schorsen, wordt de kandidaat verzocht een aanvullend dossier in te dienen waarin hij reageert op de opmerkingen van de commissie, en dit binnen een termijn van maximum 30 werkdagen te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving per aangetekende brief van de beslissing tot schorsing van de commissie. Als de kandidaat na deze termijn dit aanvullende dossier niet indient, wordt hem per aangetekende brief meegedeeld dat het CAPAES niet wordt toegekend.

Dit aanvullende dossier wordt ingediend en ontvangen op dezelfde wijze als bepaald in artikel 8/1.

De commissie onderzoekt het aanvullende dossier van de aanvrager binnen drie maanden na de datum van bevestiging van ontvangst van het aanvullende dossier. Deze termijnen worden in de maanden juli en augustus opgeschort.

Na bestudering van het aanvullende dossier van de verzoeker kan de commissie:

1° het CAPAES toekennen aan de kandidaat, overeenkomstig § 1, tweede lid, 1°;

2° het CAPAES weigeren aan de kandidaat toe te kennen.

§ 3. Een kandidaat aan wie de CAPAES-commissie de toekenning van het CAPAES heeft geweigerd, kan een nieuwe aanvraag indienen na een periode van één jaar te rekenen vanaf de datum van indiening van de vorige aanvraag.

§ 4. Elke kandidaat voor het CAPAES die zijn beroepsdossier aan de CAPAES-commissie voorlegt, kan door deze commissie worden gehoord, indien de kandidaat dit wenst.

Art. 15. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de woorden "Na voltooiing van hun studie, de" vervangen door de woorden "De".

Art. 16. Artikel 11 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 11 § 1. De in artikel 1 bedoelde onderwijsinstellingen zijn gemachtigd opleidingen voor het CAPAES te verzorgen.

Kandidaten voor het CAPAES mogen zelf de instelling kiezen die bevoegd is om de CAPAES-opleiding te organiseren waarvoor zij zich wensen in te schrijven.

Zij mogen zich echter niet inschrijven voor de CAPAES-opleiding die wordt georganiseerd door de instelling waar zij lesgeven.

§ 2 In afwijking van het derde lid van de vorige paragraaf kan een kandidaat, om uitzonderlijke en met redenen omklede motivatie, een afwijking verkrijgen die hem toestaat zich aan deze instelling in te schrijven. Het moet gaan om omstandigheden die de kandidaat verhinderen of ernstig belemmeren zich in te schrijven in een andere instelling dan die waar hij lesgeeft.

Het met redenen omklede verzoek van de kandidaat wordt per brief ingediend bij de voorzitter van de Commissie, die daarover beslist.

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 11/1. - 1. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de aan een universiteit georganiseerde CAPAES-opleiding wordt afgestemd op dat van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs als bedoeld in artikel 39, § 2, tweede lid, van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en de controle op de universitaire instellingen.

§ 2. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de CAPAES-opleiding die in een hogeschool wordt georganiseerd, wordt afgestemd op dat van de aggregatie voor het hoger secundair onderwijs bedoeld in artikel 12, § 2, alinea 2, 4^o, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

§ 3. Het bedrag van het inschrijvingsgeld voor de CAPAES-opleiding die in het hoger onderwijs voor sociale promotie wordt georganiseerd, is vastgesteld bij artikel 12, § 3, van bovengenoemde wet van 29 mei 1959.

§ 4. Een kandidaat voor het CAPAES die zijn opleiding over meerdere academiejaren spreidt, hoeft het inschrijvingsgeld voor de CAPAES-opleiding slechts eenmaal te betalen. Voor de kandidaat die is ingeschreven voor een CAPAES-opleiding in het onderwijs voor sociaal promotie, betreft deze vrijstelling het forfaitaire bedrag van het inschrijvingsgeld."

Art. 18. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst: "Artikel 12. Om onderwijs te verstrekken, kunnen de met de opleiding belaste instellingen onderling samenwerkingsovereenkomsten sluiten met inachtneming van de voornoemde decreten van 16 april 1991 en 7 november 2013.

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt na artikel 12 een hoofdstuk 4bis ingevoegd, dat als volgt luidt: "Hoofdstuk 4bis - "Bepalingen betreffende de bescherming van persoonsgegevens".

Art. 20. In hoofdstuk 4bis van hetzelfde decreet wordt een artikel 12/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 12/1. - 1. De CAPAES-commissie, vertegenwoordigd door haar voorzitter, en het ministerie van de Franse Gemeenschap zijn gezamenlijk verantwoordelijken voor de verwerking van persoonsgegevens in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (Algemene verordening gegevensbescherming).

§ 2. De verantwoordelijken voor de verwerking verwerken de in het volgende lid bedoelde gegevens om de uitvoering van de in artikel 8/2 genoemde opdracht mogelijk te maken: de uitreiking van het CAPAES.

1. De gegevens worden verwerkt met het oog op:
2. de identificering en opening van een dossier voor CAPAES-kandidaten;
3. de ontvankelijkheid en de volledigheid van de aanvragen te onderzoeken;
4. de aanwijzing van de leden van de kamers van de Commissie die de aanvragen zullen onderzoeken;
5. het onderzoek van de aanvragen en om daarover een beslissing te nemen;
6. goedkeuring van de getuigschriften in geval van succes;
7. het meedelen aan de kandidaten van hun resultaten;
8. de toezending van getuigschriften aan geslaagde kandidaten.

§ 3. De verwerkte gegevens zijn de persoonsgegevens van de CAPAES-kandidaat die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, zoals de identificatiegegevens van de CAPAES-kandidaat, de contactgegevens en de gegevens in verband met het diploma van de CAPAES-kandidaat. Gegevens over de instelling waar de kandidaat lesgeeft en de instelling die verantwoordelijk is voor de opleiding van de kandidaat zijn eveneens noodzakelijk voor de toepassing van artikel 11, lid 1.

§ 4. Met het oog op het administratieve beheer van de CAPAES-commissie worden per categorie betrokkenen de volgende categorieën gegevens verwerkt: de met toepassing van artikel 8, paragraaf 3, aangewezen persoon (personen): identificatie- en contactgegevens.

§ 5. De in paragraaf 2 bedoelde categorieën gegevens worden op beveiligde wijze ingezameld, verwerkt, meegedeeld, overgedragen en opgeslagen door middel van IT-oplossingen die worden aangeboden door de verwerker van de voor de verwerking verantwoordelijke in de zin van artikel 4.8 van de Algemene verordening gegevensbescherming, namelijk ETNIC.

§ 6. De gegevens van de in § 3 bedoelde personen worden bewaard gedurende zes jaar te rekenen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging van het dossier.

De proces-verbalen van de CAPAES-Commissie en de afschriften van de gearchiveerde getuigschriften worden gedurende 75 jaar bewaard, te rekenen vanaf de datum van ondertekening door de voorzitter en de secretaris. Indien de in lid 1 bedoelde gegevens zijn opgenomen in de pv's of afschriften van gearchiveerde akten, geldt ook voor deze gegevens de beperking van de geldigheidsduur tot 75 jaar.

Art. 21. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2002 genomen ter uitvoering van artikel 12 van het besluit van 17 juli 2002 tot vaststelling van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs (CAPAES) in de hogescholen en van de voorwaarden voor het verkrijgen ervan, wordt opgeheven.

Art. 22. Het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 2017 tot vaststelling van de samenstelling en de werking van de commissie voor het getuigschrift van geschiktheid voor het hoger onderwijs (CAPAES) in de hogescholen en in het hoger onderwijs voor sociale promotie, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 5. - Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies

Art. 23. In artikel 15, § 1, eerste lid, 2^o, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt het woord "doctor" vervangen door het woord "doctoraat".

Art. 24. In artikel 21, eerste lid, 12^o, van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 25. In artikel 39, eerste lid, 2^o, van hetzelfde decreet worden de woorden "op voorstel van deze laatste" vervangen door de woorden "op voorstel van de Algemene Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie".

Art. 26. In artikel 41 van hetzelfde decreet wordt lid 2 vervangen door het volgende lid: "De ambtstermijn van de leden van de vaste commissies, met inbegrip van die van de voorzitter, bedraagt vijf jaar. Elk mandaat is hernieuwbaar".

Art. 27. In artikel 68/1, lid 2, van hetzelfde decreet worden na de woorden "per academiejaar" de woorden "in alle instellingen voor hoger onderwijs" ingevoegd.

Art. 28. In artikel 71, § 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "academische graad van doctor" vervangen door de woorden "academische graad van doctoraat".

Art. 29. In artikel 82, § 4, van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 30. In artikel 85, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" telkens vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 31. In artikel 88, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "2022-2023" vervangen door de woorden "2023-2024".

Art. 32. In artikel 91, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden "academische graad van doctor" vervangen door de woorden "academische graad van doctoraat".

Art. 33. In artikel 92, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "academische graden van doctor" vervangen door de woorden "academische graden van doctoraat".

Art. 34. In artikel 93, lid 1, van hetzelfde decreet wordt het woord "doctor" vervangen door het woord "doctoraat".

Art. 35. In artikel 96, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "per aangetekende brief of per e-mail aan het door de student opgegeven elektronische adres" vervangen door de woorden "per aangetekende brief, tegen ontvangstbewijs, of per e-mail aan het door de student opgegeven elektronische adres of, in geval van herinschrijving, aan het door de instelling opgegeven adres".

Art. 36. In artikel 100, 2, eerste lid, 1^o, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden na de woorden "de overeenstemmende studiepunten" de woorden "met uitzondering van de facultatieve eenheden van de door de student gekozen opleiding, waarop de student kan verzaken" ingevoegd.

Art. 37. In artikel 105 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in § 1 wordt een komma toegevoegd tussen de woorden "studieorganisatie" en "minst ontwikkelde landen";

2^o in § 2, eerste lid, worden de woorden "de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen en het decreet van 7 november 1983 tot regeling van de studietoelagen en -leningen voor de Franse Gemeenschap, gecoördineerd op 7 november 1983" vervangen door de woorden "het decreet van 18 november 2021 tot regeling van de studietoelagen";

3^o in § 4 worden de woorden "artikel 89 van het decreet van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen" vervangen door de woorden "de artikelen 36 tot 41 van het decreet van 21 februari 2019 tot vaststelling van de organisatie van het hoger onderwijs in de hogescholen".

Art. 38. In artikel 108, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "en 2021-2022" vervangen door de woorden "2021-2022 en 2022-2023".

Art. 39. In artikel 116 van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 40. In artikel 131, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "academische graden van doctor" vervangen door de woorden "academische graden van doctoraat".

Art. 41. In artikel 131, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 42. In artikel 132 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in § 1, tweede lid, worden de woorden "de graad van doctor" vervangen door de woorden "de graad van doctoraat";

2^o in § 2, tweede lid, worden de woorden "de graad van doctor" vervangen door de woorden "de graad van doctoraat".

Art. 43. In artikel 134, lid 3, van hetzelfde decreet worden de woorden "graad van doctor" vervangen door de woorden "graad van doctoraat".

Art. 44. In bijlage I van hetzelfde decreet worden in punt 8 "Doctoraat" de woorden "graad van doctor" vervangen door "graad van doctoraat".

Art. 45. In bijlage III.4 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie,

1° voor de regel:

5	HE+U						M		Master en communication appliquée spécialisée – animation socio-culturelle et éducation permanente	HEG, UCL, ULB	21, 25
---	------	--	--	--	--	--	---	--	--	---------------------	-----------

wordt de regel ingevoegd:

1	U						MS		Master de spécialisation en philosophie et théories politiques	ULB, ULg, UNa- mur	21, 62, 92
---	---	--	--	--	--	--	----	--	--	-----------------------------	------------------

2° na de regel :

16	EPS	B							Bachelier en psychomotricité	Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Liège, Cours pour éducateurs en fonction	62
----	-----	---	--	--	--	--	--	--	------------------------------	---	----

worden de regels ingevoegd :

17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	E AFC Sud-Luxembourg, E AFC Famenne Ardenne	8183
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Colfontaine, Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Peruwelz	5357
17	EPS	B							Bachelier en informatique de gestion	E AFC Mouscron Wallonie picarde, Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picarde	57

Art. 46. In bijlage VI van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de regel:

EFCU Sûd/Luxemburg	:2460 (8)	Liège-Luxemburg				X	X	X								X		X									
--------------------	-----------	-----------------	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

wordt vervangen door de volgende regel:

EFCU Sûd/Luxemburg	:2460 (8)	Liège-Luxemburg				X	X	X								X											
--------------------	-----------	-----------------	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

2° de regel :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picardie	:1737 (57)	Hainuyer	X									X	X	X													X	
--	------------	----------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

wordt vervangen door de volgende regel:

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Wallonie-Picardie	:1737 (57)	Hainuyer	X									X	X	X														
--	------------	----------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

3° regel:

EFCU Fanenne Ardennaise	:2537 (83)	Liège-Luxemburg								X	X																	X	
-------------------------	------------	-----------------	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

wordt vervangen door de volgende regel:

EFCU Fanenne Ardennaise	:2537 (83)	Liège-Luxemburg								X	X																		
-------------------------	------------	-----------------	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

4° de regel :

EFCU Mouscron Wallonie picarde	:1345 (57)	Hainuyer											X															X	
--------------------------------	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

wordt vervangen door de volgende regel:

EFCU Mouscron Wallonie picarde	:1345 (57)	Hainuyer											X																
--------------------------------	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

5° de regel :

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Perwez	:1637 (57)	Hainuyer																									X	X	
---	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	---	--

wordt vervangen door de volgende regel:

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Perwez	:1637 (57)	Hainuyer																										X	
---	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

6° de regel:

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Collinnaire	:1207 (53)	Hainuyer								X								X		X									
--	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	---	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--

wordt vervangen door de volgende regel:

Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française de Collinnaire	:1207 (53)	Hainuyer								X									X										
--	------------	----------	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

7° de regel:

Institut Roger Lambon	:3187 (21)	Bruxelles					X																						X
-----------------------	------------	-----------	--	--	--	--	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---

wordt vervangen door de volgende regel:

Institut Roger Lambon	:3187 (21)	Bruxelles																											X
-----------------------	------------	-----------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	---

- Art. 47.** Bijlage II van hetzelfde decreet wordt vervangen door bijlage 1 bij dit decreet.
- Art. 48.** De bijlagen III en III.1 van hetzelfde decreet worden vervangen door bijlage 2 bij dit decreet.
- Art. 49.** Bijlage III.2 van hetzelfde decreet wordt vervangen door bijlage 3 van dit decreet.
- Art. 50.** Bijlage III.3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door bijlage 4 van dit decreet.
- Art. 51.** Bijlage III.4 van hetzelfde decreet wordt vervangen door bijlage 5 van dit decreet.
- Art. 52.** Bijlage VI van hetzelfde decreet wordt vervangen door bijlage 6 van dit decreet.

HOOFDSTUK 6. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie*

Art. 53. In artikel 3, §1, eerste lid, 2°, van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe studieorganisatie, worden na de woorden "subsidiare bescherming" de woorden "of tijdelijke" ingevoegd.

HOOFDSTUK 7. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding*

Art. 54. In artikel 2 van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in 3° worden de woorden "Franstalig certificeringskader" vervangen door de woorden "Franstalig certificeringskader";

2° in 19° worden de woorden "artikel 13, §1, 42/2, van het Landschapsdecreet" vervangen door de woorden "artikel 15, §1, eerste lid, 42/2°, van het Landschapsdecreet".

Art. 55. In artikel 9, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "In afwijking van artikel 70, § 1, van het Landschapsdecreet, de" vervangen door het woord "De".

Art. 56. In artikel 10, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "In afwijking van artikel 70, § 1, van het Landschapsdecreet, de" vervangen door het woord "De".

Art. 57. In artikel 11, § 2, eerste lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "In afwijking van artikel 70, § 1, van het Landschapsdecreet, de" vervangen door het woord "De".

Art. 58. In artikel 12, lid 3, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "4 jaar" vervangen door de woorden "5 jaar".

Art. 59. In artikel 15 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 worden de woorden "In afwijking van artikel 70, § 1, van het Landschapsdecreet, de" vervangen door het woord "De";

2° aan § 3 worden de woorden "overeenkomstig artikel 16, derde lid" toegevoegd.

Art. 60. In artikel 20, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "van de inrichtende machten" opgeheven.

Art. 61. In artikel 24, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "van de inrichtende machten" geschrapt.

Art. 62. Artikel 49 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, wordt vervangen door de volgende tekst "De houder van een doctoraat op het gebied van de studie van psychologische en onderwijswetenschappen of van een doctoraat op het gebied van de studie van onderwijswetenschappen en pedagogiek of van een doctoraat met een didactisch doel in een ander studiegebied is vrijgesteld van de specialisatiemaster in de lerarenopleiding en wordt geacht houder te zijn van het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid passend bij het hoger onderwijs voor sociale promotie, zoals gedefinieerd in het decreet van 17 juli 2002. De regering bepaalt de nadere regels volgens welke de doeltreffendheid van de didactische doelstelling van een doctoraat in een ander studiegebied dan onderwijswetenschappen en pedagogie wordt erkend.

Art. 63. In artikel 50, lid 2, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, wordt het woord "2027" vervangen door het woord "2028".

Art. 64. In artikel 57 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "2022 tot 2024" vervangen door de woorden "2023 tot 2025";

2° in lid 1 worden de woorden "in artikel 9 van dit decreet" vervangen door de woorden "in de artikelen 9 tot en met 11";

3° in lid 3 worden de woorden "2022 tot 2024" vervangen door de woorden "2023 tot 2025";

4° in lid 5:

(a) wordt het woord "2025" vervangen door het woord "2026";

(b) wordt het woord "2024" vervangen door het woord "2025".

Art. 65. In artikel 58 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 1:

a) in lid 1 worden de woorden "2022 tot en met 2024" vervangen door de woorden "2023 tot en met 2025";

b) in lid 2 worden de woorden "tot 50% voor de hogeschool en tot 50% voor de universiteit" vervangen door de woorden "tot het aandeel van elk van beide in de verdeling van de studiepunten van het programma dat zij overeenkomstig deze overeenkomst organiseren";

c) in lid 3 worden de woorden "2022 tot en met 2024" vervangen door de woorden "2023 tot en met 2025";

d) lid 5 wordt vervangen door de volgende tekst: "Met ingang van het begrotingsjaar 2026 wordt het totale bedrag van de in 2025 verleende allocaties, rekening houdend met de leden 1 en 2, na indexering geïntegreerd tot het bedrag van het aandeel van elk van hen in de verdeling van de studiepunten van de cursus die zij organiseren, in de financiering van de hogescholen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen enerzijds, en in het variabele gedeelte van de financiering van de universiteiten bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971 anderzijds. ";

2° in § 2 wordt het woord "2025" vervangen door het woord "2026";

3° in § 3 wordt het woord "2025" vervangen door het woord "2026".

Art. 66. In artikel 59 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "2025 tot en met 2027" vervangen door de woorden "2026 tot en met 2028".

2° in lid 3 worden de woorden "2025 tot 2027" vervangen door de woorden "2026 tot 2028";

3° lid 5 wordt vervangen door hetgeen volgt: "Vanaf het begrotingsjaar 2029 wordt het totaalbedrag van de in de vorige alinea's bedoelde allocaties voor het begrotingsjaar 2028, na indexering, geïntegreerd tot het bedrag van het aandeel van elk van hen in de verdeling van de studiepunten van het programma dat zij organiseren, in de financiering van de hogescholen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, enerzijds, en in het variabele gedeelte van de financiering van de universiteiten bedoeld in artikel 29 van de voornoemde wet van 27 juli 1971, anderzijds. "

Art. 67. In artikel 60 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "2031 tot 2033" vervangen door de woorden "2032 tot 2034";

2° in § 1, derde lid, worden de woorden "2031 tot 2033" vervangen door de woorden "2032 tot 2034";

3° in § 1 wordt het vierde lid vervangen door wat volgt: "Vanaf het begrotingsjaar 2035 wordt het totaalbedrag van de in de vorige leden bedoelde allocaties voor het begrotingsjaar 2034, na indexering, geïntegreerd tot het bedrag van het aandeel van elk van hen in de verdeling van de studiepunten van de cursus die zij organiseren, in de financiering van de hogescholen bedoeld in artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen, enerzijds, en in het variabele gedeelte van de financiering van de universiteiten bedoeld in artikel 29 van voornoemde wet van 27 juli 1971, anderzijds. "

4° in § 2 wordt het woord "2034" vervangen door het woord "2035";

5° in § 3 wordt het woord "2034" vervangen door het woord "2035".

Art. 68. Artikel 64 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 64. - Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen wordt als volgt vervolledigd: "Vanaf het begrotingsjaar 2026 wordt een bedrag bepaald in toepassing van artikel 58, § 1, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, toegevoegd aan het bedrag bepaald in de vorige leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2028 wordt het bedrag dat is vastgesteld overeenkomstig artikel 61, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, toegevoegd aan het bedrag dat krachtens de vorige leden is vastgesteld.

Vanaf het begrotingsjaar 2029 wordt een bedrag, vastgesteld overeenkomstig artikel 59, vijfde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, toegevoegd aan het bedrag, vastgesteld krachtens de voorgaande leden.

Vanaf het begrotingsjaar 2035 wordt een bedrag bepaald overeenkomstig artikel 60, § 1, vierde lid, van het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding, toegevoegd aan het bedrag bepaald krachtens de voorgaande leden.

Art. 69. Artikel 65 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst

"Artikel 65. - Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt

"Vanaf het academiejaar 2023-2024 worden de opleidingen die worden georganiseerd in vakgebied 10bis, omschreven in artikel 83 van het Landschapsdecreet, ingedeeld in groep G.""

Art. 70. Artikel 66 van het decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 66. - Artikel 17, lid 2, van hetzelfde decreet wordt als volgt aangevuld: "In verband met het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding worden evenwel de volgende afwijkingen toegepast op de in de vorige leden vastgestelde berekeningswijzen:

1° voor de academiejaren 2023-2024 tot en met 2025-2026 wordt, voor de hogescholen die de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële lerarenopleiding in co-diplomering organiseren, het aantal studenten dat ingeschreven is in de eerste cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van vakgebied 10bis en in de cursussen voor de geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of in de opleiding tot leraar lager of kleuteronderwijs van vakgebied 10, vervangen voor elke betrokken hogeschool, door het gemiddelde aantal studenten dat in de academiejaren 2020-2021 tot en met 2022-2023 is ingeschreven voor bacheloropleidingen geaggregeerde van het lager secundair onderwijs of in het basis- of kleuteronderwijs in vakgebied 10. De studenten in de afdelingen 1 tot en met 3 van vakgebied 10bis worden dus pas in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen in het academiejaar 2026-2027, die voor het eerst worden meegenomen in de berekening van de onderwijsopdrachteneenheden in de begroting 2028;

2° het aantal studenten in de specialisatiemaster lerarenopleiding georganiseerd als een co-diplomering graad wordt pas in rekening gebracht vanaf de inschrijving van het academiejaar 2024-2025, die voor het eerst deelnemen aan de berekening van de onderwijsopdrachteneenheden van de begroting 2026;

3° het aantal studenten in de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 wordt pas in aanmerking genomen vanaf de inschrijving van het academiejaar 2027-2028;

4° het aantal studenten ingeschreven in de opleiding die leidt tot de academische graad van master in het onderwijs afdeling 5 wordt pas in aanmerking genomen vanaf het academiejaar 2026-2027;

5° het aantal studenten specialisatiemaster in het onderwijs, afdelingen 1 en 2, en het aantal studenten specialisatiemaster in het onderwijs, afdelingen 3, 4 en 5, worden pas in aanmerking genomen vanaf de inschrijvingen voor het academiejaar 2033-2034, die voor het eerst worden opgenomen in de berekening van de onderwijsopdrachteneenheden in de begroting 2035.

De berekening van de driejaargemiddelden voor de studenten bedoeld in het vorige lid, 2° tot 5°, integreert voor de twee jaren voorafgaand aan het eerste jaar waarin zij in aanmerking worden genomen bij de berekening van de onderwijsopdrachteneenheden, het aantal studenten dat ingeschreven was in het eerste jaar van de organisatie van de studiecycclus.

Art. 71. Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 68. - In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 betreffende de financiering van en de controle op de universitaire instellingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de volgende paragraaf 3quinquies wordt ingevoegd:

"§ 3quinquies. Ingevoegd het decreet van 7 februari 2019 tot vaststelling van de initiële lerarenopleiding worden de volgende bedragen toegevoegd aan het variabele gedeelte bedoeld in § 2:

- met ingang van het begrotingsjaar 2026, de bedragen met toepassing van de artikelen 57, vijfde lid, en 58, § 1, vijfde lid, van het voornoemde decreet van 7 februari 2019;

- met ingang van het begrotingsjaar 2029, een bedrag met toepassing van artikel 59, vijfde lid, van het voornoemde decreet van 7 februari 2019.

- met ingang van het begrotingsjaar 2035, een bedrag met toepassing van artikel 60, § 1, vierde lid, van het voornoemde decreet van 7 februari 2019;

- met ingang van het begrotingsjaar 2028, een bedrag met toepassing van artikel 61, vijfde lid, van het voornoemde decreet van 7 februari 2019;

2° in paragraaf 5:

a) aan lid 1 wordt het volgende toegevoegd: "In afwijking hiervan worden studenten die zijn ingeschreven voor vakgebied 10bis pas in aanmerking genomen vanaf het begrotingsjaar:

- 2026 voor studenten van de eerste cyclus in de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële lerarenopleiding en studenten in de specialisatiemaster voor de lerarenopleiding;

- 2028 voor studenten in de tweede cyclus die leidt tot een academische graad van master in het onderwijs afdeling 5;

- 2029 voor studenten in de tweede cyclus van de afdelingen 1 tot en met 3 van de initiële lerarenopleiding;

- 2035 voor studenten in de specialisatiemaster in het onderwijs afdelingen 1 en 2 en voor studenten in de specialisatiemaster in het onderwijs afdelingen 3, 4 en 5.";

b) aan paragraaf 5 wordt een vierde lid toegevoegd, dat als volgt luidt:

"Voor de berekening van de in het derde lid bedoelde vierjaargemiddelden worden de aantallen studenten van de afdelingen 1 tot en met 3 van vakgebied 10bis die in aanmerking worden genomen voor de jaren voorafgaand aan het jaar waarin zij in de berekening worden opgenomen, zoals bepaald in afwijking van het eerste lid, vastgesteld op de aantallen studenten die zijn ingeschreven in het derde jaar van de organisatie van de studiecycclus.""

Art. 72. Artikel 69 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 69. - Artikel 29bis van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid dat als volgt luidt: "Vanaf het academiejaar 2023-2024 wordt een wegingscoëfficiënt van 1,45 toegepast op financierbare studenten die zijn ingeschreven in vakgebied 10bis.""

Art. 73. Artikel 72 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 72. - § 1. Studenten die vóór het academiejaar 2023-2024 zijn ingeschreven voor de studiecycclus bachelor kleuteronderwijzer, bachelor in het lager onderwijs, geaggregeerde bachelor lager secundair onderwijs of bachelor in de muziekopleiding, voltooien deze studiecycclus tijdens de academiejaren 2023-2024 en 2024-2025.

§ 2. Indien de studenten bedoeld in § 1 op het einde van het academiejaar 2024-2025 het academisch diploma behorende tot deze opleiding niet behaald hebben, beschikken zij over de academiejaren 2025-2026 en 2026-2027 om de ontbrekende onderwijseenheden te verwerven.

Indien zij aan het eind van het academiejaar 2026-2027 niet de academische graad hebben behaald die overeenkomt met de gevolgde studiecycclus, zetten zij hun studie voort in de studiecycclus die in dit decreet is omschreven. De overheid van de instelling stelt de verworven onderwijseenheden vast die in het kader van dit nieuwe leerplan worden gewaardeerd.

Met het oog op een goede voltooiing van de studies blijven de instellingen die in het academiejaar 2022-2023 minstens één van de in § 1 van dit artikel bedoelde cursussen organiseren, elk van de georganiseerde cursussen organiseren tot het einde van het academiejaar 2026-2027, voor zover minstens één student die vóór het academiejaar 2023-2024 bij hun instelling is ingeschreven, bij deze organisatie betrokken is.

Art. 74. In artikel 76 van hetzelfde decreet worden de woorden "artikel 51, 3°" vervangen door de woorden "artikel 54, 3°".

Art. 75. In artikel 77, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "2032-2033" vervangen door de woorden "2033-2034".

Art. 76. In artikel 77bis, m., van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "Menswetenschappen en opvoeding tot filosofie en burgerschap;" vervangen door de woorden "Menswetenschappen;"

Art. 77. In artikel 77ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° De woorden " master onderwijsgeaggregeerde afdeling 5 " worden vervangen door de woorden " master onderwijs afdeling 5 ";

2° na de woorden "verwijzende instellingen" wordt de volgende zin toegevoegd: "Deze co-diplomerings brengt een hogeschool, de verwijzende instelling, en een of meer universiteiten, de partnerinstellingen, samen".

Art. 78. In artikel 78 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "2025-2026" worden vervangen door de woorden "2026-2027";

2° de woorden "2022-2023" worden vervangen door de woorden "2023-2024".

Art. 79. Artikel 89 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 80. In artikel 96 van hetzelfde decreet wordt het woord "2026" vervangen door het woord "2027".

Art. 81. In artikel 97 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 2 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "2022-2023" worden vervangen door de woorden "2023-2024";

b) de woorden "2023-2024" worden vervangen door de woorden "2024-2025";

2° in lid 2 worden de woorden "2023-2024" vervangen door de woorden "2026-2027";

3° in lid 5 worden de woorden "2022-2023" vervangen door de woorden "2023-2024";

4° er wordt een zesde lid toegevoegd, luidend als volgt: "De opleiding die leidt tot het getuigschrift van begeleiding van opleidingen voor leraren in opleiding wordt georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024."

Art. 82. In artikel 98 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 2 december 2021, worden de woorden "2031-2032" vervangen door de woorden "2032-2033".

Art. 83. In artikel 99 van hetzelfde decreet worden de woorden "wordt uiterlijk bij de aanvang van het academiejaar 2022-2023 ten uitvoer gelegd" vervangen door de woorden "wordt georganiseerd vanaf het academiejaar 2023-2024".

Art. 84. In artikel 100 van hetzelfde decreet worden de woorden "tijdens het academiejaar 2020-2021" vervangen door de woorden "met het oog op de toepassing ervan vanaf het academiejaar 2023-2024".

Art. 85. Aan artikel 101 van hetzelfde decreet wordt het volgende toegevoegd:

"met uitzondering van de artikelen 85 en 87, die in werking treden met ingang van het academiejaar 2028-2029, en artikel 91, dat in werking treedt met ingang van het academiejaar 2025-2026."

HOOFDSTUK 8. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie en andere wetgevingsregels betreffende het hoger onderwijs*

Art. 86. In artikel 26 van hetzelfde decreet worden na lid 1 twee leden ingevoegd, die als volgt luiden: "De in de eerste cyclus ingeschreven studenten die op het einde van het academiejaar 2021-2022 minstens 45 studiepunten van blok 1 hebben verworven, worden geacht hun studies voort te zetten en zijn in het academiejaar 2022-2023 en, in voorkomend geval, in de volgende jaren onderworpen aan artikel 100, § 2, van hetzelfde decreet, voor zover zij hun studies in dit programma niet onderbreken aan een instelling die onder het gezag van de Franse Gemeenschap staat.

In het academiejaar 2022-2023 kan de examencommissie een pre-rekwisiet onderwijseenheid omvormen tot een co-rekwisiet onderwijseenheid voor een student die deze omvorming heeft genoten zonder deze onderwijseenheid te hebben verworven in het academiejaar 2021-2022.

Art. 87. In artikel 27 van het decreet van 2 december 2021 tot wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie en andere wetgevingsregels betreffende het hoger onderwijs, worden de woorden "in een opleiding in de Franse Gemeenschap op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet" vervangen door de woorden "in een opleiding gedurende de laatste vijf academiejaren voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet".

TITEL II - Bepalingen betreffende het onderwijs voor sociale promotie

HOOFDSTUK 1 — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

Art. 88. In artikel 5*bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt punt 15° vervangen door wat volgt: "15° hybride onderwijs: een onderwijsvorm waarbij face-to-face- en afstandsonderwijsactiviteiten worden gecombineerd door gebruik te maken van verschillende pedagogische en digitale instrumenten die communicatie, interactie en samenwerking met en tussen studenten mogelijk maken.

Deze leermethode kan een combinatie zijn van synchrone en asynchrone leermomenten. Hybride onderwijs kan ook co-modaal leren omvatten, d.w.z. leren waarbij face-to-face- en afstandsonderwijs gelijktijdig plaatsvinden".

Art. 89. In artikel 36*bis*, § 2, punt 5, van hetzelfde decreet worden de woorden "via e-learning" vervangen door de woorden: "via hybride onderwijs".

Art. 90. Artikel 120 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Artikel 120. - §1. Onder de door de regering vastgestelde voorwaarden kunnen instellingen voor sociaal onderwijs onderwijseenheden via hybride onderwijs organiseren.

§ 2. Het aantal lestijden in het pedagogische dossier van de door middel van hybride onderwijs georganiseerde onderwijseenheid wordt ontleend aan de lestijgendotatie van de betrokken instellingen overeenkomstig de artikelen 82 tot en met 93 en 102.

§ 3. Het aantal lestijden-leerling voor via hybride onderwijs georganiseerde onderwijseenheden wordt verkregen door het aantal lestijden van deze onderwijseenheden, met uitzondering van bijzondere gevallen, die door alle regelmatige studenten worden bijgewoond, bij elkaar op te tellen.

§ 4. Het aantal gewogen lestijden-leerling voor onderwijseenheden die via hybride onderwijs worden georganiseerd, wordt op dezelfde manier berekend als het aantal gewogen lestijden-leerling voor onderwijseenheden die via face-to-face onderwijs worden georganiseerd.

§ 5. Het feit dat onderwijseenheden worden gevolgd via hybride onderwijs verandert niets aan de voorwaarden inzake regelmatigheid van de leerlingen die in aanmerking worden genomen voor de toekenning van de in artikel 35 bedoelde middelen.

§ 6. Het volgen van onderwijseenheden via hybride onderwijs wijzigt niet de bedragen van de inschrijvingsrechten noch de vrijstellingen van deze rechten die van kracht zijn in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap."

Art. 91. In artikel 120decies van hetzelfde decreet worden in lid 1 de woorden "in E-learning" vervangen door de woorden: "geïntegreerd in een hybride opleiding".

HOOFDSTUK 2 — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 92. De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 12, § 3, negende lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van bepaalde bepalingen van de onderwijswetgeving:

1° in het laatste streepje worden de woorden en het teken "een overheidsinstantie" vervangen door de woorden "een overheidsdienst;"

2° de volgende streepjes worden toegevoegd:

"personen die zich hebben ingeschreven voor cursussen Frans als vreemde taal op of onder niveau A2 van het gemeenschappelijk Europees referentiekader voor talen;

- personen die zich inschrijven voor onderwijseenheden alfabetisering en andere op lager secundair niveau ingedeelde onderwijseenheden waarvoor het CEB niet de vereiste kwalificatie is in plaats van de vereiste voorkennis."

HOOFDSTUK 3 — Bepalingen tot wijziging van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs

Art. 93. In het opschrift van hoofdstuk VII van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, worden de woorden "en het niet-universitair hoger onderwijs" geschrapt.

Art. 94. In artikel 58 van dezelfde wet worden de woorden "en het niet-universitair hoger onderwijs" geschrapt.

HOOFDSTUK 4 — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 houdende uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs

Art. 95. In artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 september 1991 houdende uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, wordt een nieuw punt 5°quater ingevoegd, luidend als volgt:

"5° quater alsmede leerlingen en studenten die in België mogen verblijven terwijl zij subsidiaire bescherming of tijdelijke bescherming genieten door toepassing van de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;"

Art. 96. In hetzelfde besluit wordt artikel 2, 3°, opgeheven.

HOOFDSTUK 5 — Bepaling tot wijziging van het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang

Art. 97. In artikel 226, eerste lid, van het decreet van 31 maart 2022 betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen voor gewoon, gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie en betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de vrijetijdsopvang, worden de woorden "In het leerplicht- en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan," vervangen door de woorden "In het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en in het onderwijs voor sociale promotie,".

TITEL III - Bepalingen betreffende wetenschappelijk onderzoek

HOOFDSTUK 1 — Bepalingen met betrekking tot diverse subsidies inzake wetenschappelijk onderzoek

Afdeling 1 - Financiering van reisbeurzen voor doctoraalscripties

Art. 98. De regering kent elk jaar een bedrag van 162.000 euro toe aan de universiteiten die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd.

Dit bedrag wordt over de universiteiten verdeeld volgens de verdeelsleutel bepaald in artikel 6 van het decreet van 30 januari 2014 betreffende de financiering van onderzoek in de universiteiten.

De subsidie is bestemd voor verblijven van middellange duur, d.w.z. van minimaal 2 maanden tot maximaal 6 maanden, in een gaststructuur buiten de Franse Gemeenschap, ten behoeve van universitaire onderzoekers die een doctoraalscriptie voorbereiden.

Art. 99. § 1. De laureaten van de reisbeurzen worden binnen elke universiteit aangewezen door middel van een openbare oproep tot het indienen van aanvragen, waarin de selectiecriteria en de weging daarvan duidelijk worden vermeld.

Elke universiteit stelt haar eigen selectietijdschema en inschrijvingsprocedures vast.

§ 2. Overeenkomstig de algemene criteria en de volgende weging komen de universiteiten de specifieke criteria overeen aan de hand waarvan de door de aanvragers ingediende projecten worden gerangschikt. De projecten worden gerangschikt aan de hand van de algemene criteria en de volgende weging, zonder dat het totale gewicht van deze 3 criteria meer dan 100% bedraagt:

1° het profiel van de kandidaat (tussen 30 en 50%);

2° het voorgedragen onderzoeksproject (tussen 30 en 50%);

3° de impact op de internationalisering van de universiteit (tussen 30 en 50%).

De subsidies worden verdeeld in de volgorde waarin de kandidaten zijn gerangschikt, te beginnen met de hoogst gerangschikte tot de subsidie is uitgeput door toepassing van de artikelen 96 en 98.

Art. 100. De in artikel 98 bedoelde subsidies worden gebruikt ter dekking van de volgende subsidiabele kosten:

- 1° inschrijvingsgeld (binnen een universiteit gevestigd buiten België) voor colloquia en seminaries;
- 2° de vervoerskosten naar en van de woonplaats en de plaats van verblijf;
- 3° verblijfskosten;
- 4° de kosten voor het verkrijgen van een VISA.

Art. 101. De kandidaat moet op het ogenblik van de indiening van de aanvraag ingeschreven zijn in het doctoraatsprogramma van de universiteit die de oproep tot het indienen van aanvragen doet. Hij mag zijn doctoraalscriptie niet vóór het einde van het verblijf in het buitenland hebben verdedigd.

Het verblijf in het buitenland moet plaatsvinden tussen 1 mei van het jaar waarin de oproep tot het indienen van aanvragen wordt bekendgemaakt en 14 september van het daaropvolgende jaar.

Een laureaat kan gedurende zijn gehele doctoraalscriptie slechts één reisbeurs als bedoeld in artikel 98 ontvangen. Kandidaten aan wie geen reisbeurs is toegekend, hebben het recht bij een volgende oproep opnieuw een aanvraag in te dienen.

Aanvullende financiering door andere hulpinstanties is toegestaan op voorwaarde dat het niet om een forfaitair bedrag gaat en dat er geen sprake is van dubbele financiering van de reisbeurs als bedoeld in artikel 98.

Art. 102. Het maximumbedrag dat per doctoraatsstudent wordt toegekend, is 4.000 euro voor een verblijf in een land van de Europese Unie en 5.000 euro voor een verblijf buiten de Europese Unie.

Art. 103. De universiteit is verantwoordelijk voor de betaling van de reisbeurs op de bankrekening van de laureaten.

De betaling geschiedt in twee schijven:

- 1° de eerste schijf komt overeen met 70 % van het bedrag van de beurs en wordt betaald nadat de begunstigde een kopie van zijn vervoerbewijs naar de ontvangende structuur heeft gestuurd;
- 2° de tweede schijf stemt overeen met het saldo en wordt betaald na voorlegging van een verslag over het verblijf van de originele bewijsstukken.

Het verslag van het bezoek is bedoeld om na te gaan in hoeverre de voor het bezoek gestelde doelen zijn bereikt.

De universiteiten maken afspraken over de punten die in het verslag van het verblijf moeten worden opgenomen.

Afdeling 2 - Financiering van de deelname aan vergaderingen voor uitwisselingen tussen onderzoekers in het kader van hun onderzoekswerkzaamheden

Art. 104. § 1 De regering trekt jaarlijks 168.000 euro uit voor de financiering van de organisatie van bijeenkomsten, of de deelname van onderzoekers aan bijeenkomsten, die een ontmoeting en een uitwisseling tussen vakgenoten mogelijk maken over onderzoek dat ontwikkeld is in instellingen voor hoger onderwijs die georganiseerd of gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, zoals bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie.

Om voor de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde subsidie in aanmerking te komen, moeten de bijeenkomsten bijdragen tot het delen en uitwisselen van kennis die voortvloeit uit het onderzoek. Deze bijeenkomsten moeten een openbaar karakter hebben en kunnen zowel rechtstreeks als virtueel worden georganiseerd. Zij moeten vooraf op een aan hun aard aangepaste wijze worden bekendgemaakt. In geen geval mogen vergaderingen worden beperkt tot de deelname van onderzoekers van één instelling. Populairwetenschappelijke activiteiten, conferenties of voorstellingen zonder deskundig publiek zijn uitgesloten.

Bij de in lid 1 bedoelde bijeenkomsten kunnen belanghebbenden van buiten de rechtstreeks bij het onderzoeksproces betrokken instellingen voor hoger onderwijs worden betrokken.

§ 2. Het in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde bedrag wordt als volgt over de verschillende categorieën begunstigten verdeeld:

1° 6.000 euro voor alle hogere kunstschole bedoeld in artikel 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie;

2° 15.000 euro voor alle instellingen voor hoger onderwijs bedoeld in artikel 11 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie;

3° 51.000 euro voor de *Université catholique de Louvain*;

4° 7.500 euro voor de *Université de Namur*;

5° 3.000 euro voor de *Université Saint-Louis - Bruxelles*;

6° 40.500 euro voor de *Université libre de Bruxelles*;

7° 9.000 euro voor de *Université de Mons*;

8° 36.000 euro voor de *Université de Liège*.

Het bedrag bedoeld in §2, eerste lid, 1°, wordt toegekend aan een organisatie die tot doel heeft alle hogere kunstschole te federeren, bedoeld in artikel 12 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie.

Het bedrag bedoeld in §2, eerste lid, 2°, wordt toegekend aan een organisatie die tot doel heeft alle hogeschole bedoeld in artikel 11 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hoger onderwijslandschap en de academische studieorganisatie, te federeren.

De in § 2, leden 2 en 3, bedoelde organisaties hebben tot opdracht:

1° het bevorderen van onderzoek en innovatie van de instellingen die zij vertegenwoordigen;

2° het versterken van de netwerkvorming van onderzoeksactoren uit deze instellingen, zoals docenten, onderzoekers en studenten;

3° de belangen van deze instellingen te verdedigen;

4° de onderzoeksactoren van deze instellingen te ondersteunen bij het opzetten van projecten, het onderhandelen over onderzoeks- en ontwikkelingsovereenkomsten, en het beschermen, exploiteren en promoten van de resultaten.

De in § 2, leden 2 en 3 bedoelde organisaties zijn verantwoordelijk voor het uitschrijven van een oproep tot het indienen van projecten voor de instellingen die zij vertegenwoordigen en voor de verdeling van de ontvangen subsidie over de succesvolle aanvragers volgens de procedures van de artikelen 105 tot 110.

Art. 105. Elke onderzoeker die personeelslid is van een instelling voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, en elke onderzoeker die door het F.R.S.-FNRS wordt gefinancierd, komt in aanmerking voor de subsidie bedoeld in artikel 104, onder de volgende voorwaarden:

1° de kandidaat legt een mededeling voor op een vergadering bedoeld in artikel 104, §1;

2° de kandidaat wordt door de organisatoren van de vergadering uitgenodigd om op te treden als moderator, voorzitter of sessievoorzitter;

3° de kandidaat is lid van het organisatiecomité van de vergadering.

Onder mededeling wordt verstaan een presentatie voor een groep onderzoekers tijdens een conferentie, seminarie of andere bijeenkomst, in de vorm van schriftelijke of mondelinge informatie.

Art. 106. Het voornaamste doel van de in artikel 104 bedoelde bijeenkomst moet de verspreiding en uitwisseling van onderzoekskennis onder vakgenoten zijn.

Bovendien kan de bijeenkomst educatieve of opleidingsdoelstellingen hebben.

Vergaderingen kunnen face-to-face of virtueel worden georganiseerd.

Alle formele vormen van communicatie zijn aanvaardbaar, afhankelijk van inzonderheid de wetenschappelijke vakken en de kunstgebieden, het soort onderzoek (fundamenteel, strategisch of toegepast wetenschappelijk onderzoek en kunstonderzoek) en het betrokken publiek (publiek van vakgenoten, of met inbegrip van gebruikers of burgers).

Bijeenkomsten die niet specifiek gericht zijn op spillovereffecten voor de deelnemer, kunnen in het kader van dit financieringsinstrument niet worden gesteund. Spinovereffecten worden gedefinieerd als een verbetering van cognitieve en intellectuele vaardigheden en bekwaamheden die waarde toevoegen aan de verschillende aspecten van het werk van de onderzoeker.

Art. 107. De in artikel 104 bedoelde bijeenkomsten moeten in de eerste plaats bestemd zijn voor een internationaal onderzoekpubliek, tenzij het nationale karakter van de bijeenkomst gerechtvaardigd is om wetenschappelijke, artistieke en/of technologische, economische, sociale en/of culturele redenen.

De term internationale onderzoekers verwijst naar onderzoekers die actief zijn in verschillende landen buiten België.

Populairwetenschappelijke activiteiten, lezingen of voorstellingen zonder deskundig publiek zijn uitgesloten van de in artikel 104 bedoelde financiering.

Art. 108. De in artikel 104 bedoelde financiering bestaat uit een vast bedrag van 500 euro indien de vergadering plaatsvindt op het grondgebied van de Europese Unie of op afstand, en 1.500 euro indien de vergadering plaatsvindt buiten het grondgebied van de Europese Unie.

Art. 109. De in artikel 104 bedoelde middelen worden gebruikt ter dekking van de volgende uitgaven:

1° voor de deelname aan de vergaderingen bedoeld in artikel 104, § 1: de verblijfs-, reis-, arbeids- en materiële kosten, de inschrijvingsgelden;

2° voor de organisatie van vergaderingen bedoeld in artikel 104, eerste lid, de secretariaats- en tolkkosten, de kosten met betrekking tot de materiële organisatie, met inbegrip van de kosten voor het vertonen of presenteren van voorstellingen;

3° voor deelneming en organisatie: de productie van promotiemateriaal voor podcasts, de publicatie van handelingen in verband met de bijeenkomst alleen indien deze rechtstreeks toegankelijk zijn in open access overeenkomstig het decreet van 3 mei 2018 tot vaststelling van een beleid van vrije toegang tot wetenschappelijke publicaties (open access).

De in artikel 108 bedoelde subsidie kan niet dienen ter dekking van het programma van sociale activiteiten die eventueel verbonden zijn aan de organisatie van de bijeenkomst.

Art. 110. Een eerste selectie wordt gemaakt door de universiteiten en de in artikel 104, §2, tweede en derde lid, bedoelde organisaties, die beperkte lijsten van vergaderingen toezenden aan de met het onderwijs belaste administratie.

In geen geval mogen de voorstellen de toegewezen begroting als vermeld in artikel 106 overschrijden.

De administratie gaat na of aan de voorwaarden van de artikelen 104 tot en met 109 is voldaan.

De wijze van indiening wordt bepaald door de begunstigde van de subsidie. De eindbegunstigde moet echter aantonen dat er geen sprake is van overlapping van financiering met andere financieringsbronnen die hij heeft ontvangen.

TITEL IV - Slotbepaling

Art. 111. Dit decreet treedt in werking met ingang van het academiejaar 2022-2023.

In afwijking van lid 1:

1° de artikelen 4, 27, 93, 94 en 96 treden in werking met ingang van het academiejaar 2023-2024;

2° artikel 45, 1°, heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2021-2022;

3° de artikelen 45, 2°, en 46 hebben uitwerking met ingang van 1 september 2021;

4° de artikelen 53, 92 en 95 hebben uitwerking met ingang van 4 maart 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het Toezicht op *Wallonie-Bruxelles Enseignement*,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 16 juni 2021.

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 418-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 418-2 - Verslag van de commissie, nr. 418-3 - Tekst aangenomen in de commissie, nr. 418-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 418-5

Volledig verslag. - Bespreking en goedkeuring. - Vergadering van 19 juli 2022

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2022/204451]

1^{er} JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon désignant le REW comme le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la ville de Wavre

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, ci-après dénommé « décret électricité »;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 désignant la ville de Wavre en tant que gestionnaire de réseau de distribution « électricité » pour son territoire, jusqu'au 26 février 2023;

Vu le transfert de plein droit de cette désignation en tant que gestionnaire de réseau à la scrl Réseau d'Energies de Wavre, par l'effet de l'article 10 du décret électricité, à la suite de l'apport de sa branche d'activité « gestion de réseau de distribution électricité », réalisé en 2016 par la Régie de l'Electricité de Wavre;

Vu l'avis relatif au renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz en Région wallonne, publié par le Ministre de l'Energie au *Moniteur belge* du 16 février 2021;

Vu les lignes directrices CD-21e27-CWaPE-0033 relatives à la composition des dossiers de candidature à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité en Région wallonne, émises par le CWaPE le 27 mai 2021;

Vu l'appel public à candidatures pour la gestion du réseau de distribution d'électricité sur son territoire, publié au *Moniteur belge* du 6 juillet 2021 et sur son site internet, par la ville de Wavre;

Vu la délibération du conseil communal de la ville de Wavre, datée du 8 février 2022, proposant la désignation du REW en tant que gestionnaire de distribution d'électricité pour son territoire;

Vu le dossier de candidature du REW à la désignation en tant que gestionnaire de réseau de distribution d'électricité pour le territoire de la ville de Wavre, transmis à la CWaPE par courrier daté du 25 février 2022;

Vu les compléments d'informations, demandés par la CWaPE le 10 mars 2022 et transmis par le REW le 30 mars 2022;

Vu l'avis CD-22e24-CWaPE-0901 de la CWaPE, rendu le 24 mai 2022 et réceptionné le 25 mai 2022;